

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°518 : Mai 2011

Prochaine parution : le 07 Juin 2011

2 €



**Mots d'ordre du 1^{er} mai
Non au Pacte de stabilité,
pacte d'austérité,**

**Augmenter les salaires,
pas les actionnaires !**

**Troupes françaises, hors
d'Afghanistan, hors de Côte
d'Ivoire,**

**L'impérialisme, c'est la
guerre, retrait de l'OTAN !**

**Ils bossent ici, ils vivent ici,
ils restent ici,**

**Régularisation, de tous les
travailleur(e)s sans papier**

**Hier Tchernobyl, aujourd'hui
Fukushima, il est temps de
sortir du nucléaire !**

**Annulation de la dette
de la Tunisie, solidarité
avec les travailleurs
et le peuple tunisiens**

**Pour
un front
populaire
révolutionnaire
maintenant !**



www.pcof.net

PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE

Janvier 2011

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Quel bilan !

Nous ne savons pas la chance que nous avons d'avoir un aussi bon président. Depuis deux jours, c'est à qui, à l'UMP, trouvera le qualificatif le plus percutant, médiatiquement parlant, pour vanter le "meilleur candidat" de la droite. Ils se rassurent comme ils peuvent, les yeux rivés sur la courbe des sondages où les "insatisfaits" ne cessent de grimper. Ils ont sauté comme des mouches sur l'épisode de la Porsche de DSK, pour essayer de faire oublier le Fouquets, Liliane Bettencourt, Bolloré et Cie, autrement dit, le monde pour lequel ils travaillent, le monde qu'ils côtoient et dont ils défendent les intérêts, chaque jour, depuis qu'ils sont aux affaires. De ce côté-là, le bilan est effectivement "bon" : les fortunes se sont gonflées des dividendes en hausse, tout en s'allégeant des charges et des impôts. Pour l'oligarchie, Sarkozy a fait incontestablement du bon travail, et si elle vient à le "lâcher", ce ne sera pas pour "service mal rendu", mais parce que ses intérêts seront mieux défendus par un autre.

Quant à DSK, ce n'est pas tant la Porsche qui est le problème que les positions qu'il défend à la tête du FMI. Le "remède" appliqué par la troïka infernale du FMI-UE-BCE à la Grèce est en train de mettre l'économie du pays par terre, après avoir écrasé les travailleurs, les paysans, les jeunes. A tel point que ces gardiens du temple du Capital, de l'Euro et serviteurs des banques et des marchés financiers s'inquiètent de l'incapacité du gouvernement grec à honorer le paiement des intérêts, cet aspirateur de richesses, dans les mains des banquiers, des grands investisseurs et spéculateurs de tous les pays.

Le pacte européen de « stabilité » qui entre en action, jette des millions de travailleurs dans l'instabilité et la précarité et s'il garantit la « stabilité » du système, c'est en appauvrissant les travailleurs et les peuples.

Ce 1er Mai, dans tous les pays de l'UE, les manifestants criaient leur colère contre les gouvernements qui leur font payer la crise du système, contre l'UE qui coordonnent ces politiques de misère. Ils sont nombreux à attendre une coordination de la riposte, un « tous ensemble » qui réponde à l'action coordonnée et combinée des patrons, des banquiers et des gouvernements libéraux et sociaux-libéraux contre la classe ouvrière et les masses populaires. Un « tous ensemble » qui n'en reste pas au stade du mot d'ordre, mais qui se traduit en luttes, en mobilisations réellement « ensemble ».

La lutte de classe et la lutte des peuples secouent les pays arabes, les pays du Maghreb et du Moyen Orient. Une formidable confrontation se développe entre les forces de la réaction intérieure et les forces populaires qui luttent pour la démocratie, pour le travail, le pain, la dignité. Les puissances impérialistes qui craignent pour leurs intérêts économiques, politiques, géostratégiques, sont à la manœuvre. Elles brandissent le drapeau de la démocratie pour intervenir militairement et pour essayer de promouvoir des "transitions" qui leur soient

favorables. La révolution n'a pas encore triomphé, même en Tunisie où le mouvement est le plus avancé et elle a besoin de la solidarité active des travailleurs et des peuples du monde entier. Mais la lame de fond qui s'est mise en marche ne s'arrêtera pas.

Notre premier devoir de solidarité envers ces peuples, c'est de dénoncer les manœuvres de « notre » propre impérialisme, de lutter pour l'empêcher de nuire au processus révolutionnaire, d'apporter une aide concrète aux mouvements, aux organisations révolutionnaires. Il y a la question de la dette de la Tunisie, une dette qui a enrichi les banques françaises, qui a permis au clan Ben Ali de "faire des affaires" avec les monopoles, notamment français qui ont planté leurs griffes dans le pays. Cette dette est un double fardeau qui pèse sur le dos des travailleurs et du peuple tunisien : il l'a payée durant la dictature et aujourd'hui, le gouvernement de "transition" veut continuer à la lui faire payer, en remboursant les intérêts et le capital. Il faut dénoncer cette dette et ceux qui en profitent ; il faut faire une vaste campagne de mobilisation pour exiger son annulation.

Le lobby électro-nucléaire, pacé avec le lobby militaro-nucléaire, essaie de "tourner la page" de Fukushima et de la mobilisation qui s'est développée pour exiger la sortie de cette filière dangereuse, non maîtrisée, et imposée depuis des années, au nom du "progrès" et de "l'indépendance énergétique". Une indépendance qui n'est assurée que par l'exploitation du minerai d'uranium du Niger, sous la protection des militaires français et nigériens.

Au Japon, rien n'est réglé et une autre centrale a été arrêtée, par crainte d'un nouvel accident. Les trains transportant des fûts de déchets continuent à circuler sur les réseaux ferrés européens, pour être "retraités" à la Hague.

Sarkozy est à la manœuvre pour essayer de freiner cette contestation qui s'installe dans le débat politique, provoquant des « conversions » comme celle de Hulot. Comme nous avons pu le constater dans toutes les diffusions de nos positions en faveur de la sortie du nucléaire, ce débat traverse aussi le mouvement ouvrier et syndical.

Il faut être à l'offensive sur cette question et en faire un axe de contestation du système capitaliste, de solidarité internationale avec les peuples qui sont soumis aux mêmes menaces.

Ces différents axes politiques sont contenus dans notre proposition politique : "pour un front populaire révolutionnaire, maintenant". Cette proposition s'adresse aux travailleurs, aux militants politiques, aux militantes féministes, aux syndicalistes, aux jeunes qui cherchent à mettre leur énergie au service la révolution. A ceux et celles qui ne se résignent pas à la division des forces de la gauche de transformation sociale. C'est une proposition sérieuse et argumentée, que nous voulons discuter et que nous voulons mettre en œuvre sur les différents fronts de mobilisation.

SOMMAIRE

Politique

- 1^{er} Mai en France3

Social

- Ecole : démantèlement de classes et résistances continuent.....4

- Politique de fiscalité : ISF réduite et "prime Sarkozy"5

- Sortir du nucléaire maintenant, c'est nécessaire !.....7&8

- Gaz de schiste, c'est Non7

Mouvement ouvrier et syndical

- Non au pacte européen de "modération salariale"8

- Le capital tue10

Culture

- Théâtre : George Wodli, résistant communiste, et syndicaliste cheminot11

- Jean Ortiz écrivain à découvrir12

International

- Schengen, l'UE et la Libye12

- Libye.....12

- Palestine : Accord Hamas-Fatah13

- Tunisie14

- Ben Laden15

- Burkina Faso16

- Côte d'Ivoire16

Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom :Prénom :

Adresse :

Adresse internet :

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Tarifs d'abonnement pour la France

- Pli ouvert..... 26 €
avec suppléments trimestriels.. 31 €

- Pli fermé "écopli"..... 30 €
avec suppléments trimestriels.. 32 €

Formule abonnement avec soutien

- Pli fermé et suppléments
Tarif minimum 35 €

Chèque à l'ordre de : Société En Avant

1^{er} Mai : salaires et solidarité

Un petit tour de France de nos correspondants

Toulouse

Il y avait environ 1 500 personnes au 1^{er} mai, un petit 1^{er} mai car tombant entre deux semaines de vacances et un dimanche. Nous avons fait une table de vente avec nos drapeaux et la banderole La Forge. Nous avons distribué 150 flyers et vendu quelques journaux des programmes. Des personnes que l'on ne connaissait pas venaient directement à la table pour acheter le journal ce qui est nouveau.

Pau

Avec quelque 1 200 manifestants, ce 1^{er} Mai a été un peu moins fort que celui de l'an dernier, marqué comme on le sait, par la mobilisation sur les retraites. FO a joué la division, mettant en avant l'argument réactionnaire de l'indépendance du syndicalisme. Indépendance vis-à-vis de qui, un Premier Mai ?

Des travailleurs d'entreprises qui se sont battus étaient venus avec leur banderole.

Le Parti était présent avec une table de vente, des journaux et, bien sûr, le programme "Pour un Front populaire révolutionnaire, maintenant". Lors de la diffusion du flyer de présentation, il y a eu pas mal de discussions sur le terme de "révolutionnaire".

Strasbourg



Du monde, environ 2 500 personnes sur Strasbourg, 200 à Colmar et dans les 700 à Mulhouse.

Cortège animé, mais de nombreuses entreprises ont laissé leur banderole "à la maison".

Les mots d'ordre portaient sur les salaires et les conditions de travail et de vie, et aussi sur la situation générale et internationale.

Le cortège politique n'était pas très nombreux. Nous étions derrière la CGT, au début du cortège politique et associatif avec la banderole "Nous ne paierons pas leur crise, nous ne paierons pas leur guerre" tenue par des jeunes.

Nous avons notre mégaphone, nos

mots d'ordre. Nous avons vendu le programme et diffusé un tract pour inviter à la réunion publique de fin mai sur le programme.

Les jeunes avaient un panneau de soutien à la révolution en Tunisie.

Beaucoup de discussions.

L'après-midi, nous avons fait le pique-nique organisé comme chaque année par l'UL CGT de Schiltigheim. Un rendez-vous devenu incontournable qui a permis de poursuivre les discussions et de passer un moment convivial. Le soleil était au rendez-vous.

Grenoble

La particularité de ce premier mai 2005, c'était un texte d'appel commun de l'intersyndicale, des associations et des forces politiques de gauche

Signataires : ACIP ASADO, APARDAP, AFPS, ALBA, Amis du TA, Amnesty International, ATTAC, CIIP, CISSP, CSRA, Collectif pour Cuba, EELV, Femmes en noir, FSU, LDH Grenoble, LDH 38 et LDH, Iran, LIFPL, LSR, MJCF, Mouvement de la Paix, NPA, PAG, PCF, PCOF, PG, PRCF, PS, Ras l'Front, RESF, RNG, Solidaires, UD CFDT, UD CGT, UD UNSA, UNEF, UNL.

Autre initiative unitaire dans le cadre de cette manif, un tract du "Collectif contre le pacte d'austérité et pour l'Europe des peuples", avec pour premiers signataires : Attac-Isère, FSU, GU, PAG 38, PCF, PCOF, PG, UD-CGT.

2 500 personnes ont défilé. La banderole de tête de l'intersyndicale était celle qui avait été faite pour la manifestation du 4 septembre 2010.

La manif était sous le double sceau du soutien aux luttes des peuples des pays arabes et de la solidarité des travailleurs d'Europe contre "les politiques d'austérité imposées par les États membres de l'Union et les Institutions européennes pour 'assainir' les dépenses publiques".

Quelques pancartes contre le nucléaire. Fin de manif militante et chaleureuse, autour des stands, Place Victor Hugo, au centre ville.

Tout le monde avait envie d'échanger. Nous avions, pour notre part, principalement comme objectif de faire connaître notre programme "Pour un front populaire révolutionnaire, maintenant".

Nous avons vérifié un grand intérêt pour la démarche et le document lui-même. "C'est ce qu'il faut." Avec une "accroche" toute particulière sur deux termes : "révolutionnaire" et "maintenant". Parfois, la présentation du programme provoquait des discussions à plusieurs...

Bordeaux

Ce 1^{er} mai ne fut en rien pareil à celui de l'an dernier, qui voyait le mouve-

ment populaire de défense du système de retraites grandir. Ce 1^{er} mai aura été un défilé revendicatif et unitaire, même en l'absence de FO, autour du pouvoir d'achat, des salaires, de l'emploi et de l'égalité entre tous, avec environ 3 000 manifestants.

La banderole commune de l'USTF et du MBDHP (travailleurs sénégalais et burkinabés en région Aquitaine) a donné, cette année encore, un caractère internationaliste d'actualité encore plus forte au regard des mobilisations actuelles des peuples d'Afrique.

La situation dans toute une partie de l'Afrique Noire (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina, Niger, etc.) est à prendre au sérieux tant les peuples organisés en syndicats et partis ou associations sont montés au créneau des luttes sociales et politiques, comme au Burkina notamment. La dénonciation du système "françafrique" de domination et d'exploitation des peuples était inscrite en toute lettre sur la banderole.

Ce 1^{er} mai aura été aussi l'occasion de scander des mots d'ordre bien connus maintenant tels que "les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas" qui remettent en cause les fondements mêmes de la société capitaliste. Les travailleurs de chez Ford, présents derrière leur banderole désormais bien connue, demandant le maintien de l'activité sur le site industriel de Blanquefort. L'avenir s'assombrit à nouveau pour plus d'un millier de salariés sur ce site qui se demandent s'il y aura ou pas du chômage, et pour combien d'entre eux et de sous-traitants ? Leur situation est révélatrice de celle d'ensemble du monde ouvrier : incertitude du lendemain.

Les femmes furent particulièrement présentes, autour du thème de l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes (revendication de Femmes Egalité par une grande banderole appréciée) et autour du respect du droit à l'avortement mis en danger par la politique gouvernementale (fermetures et restrictions hospitalières) mais aussi par un mouvement réactionnaire bien connu à Bordeaux : les « pro-vie » anti-avortement qui veulent manifester à nouveau ici le 21 mai, avec l'appui de l'Eglise et des autorités locales. La confrontation risque d'être rude.

Les revendications salariales ont été au centre des mots d'ordre syndicaux, tant l'augmentation du coût de la vie a été impressionnant ces derniers mois surtout pour les denrées de base. Ce qui nous fait penser au peuple de Tunisie qui s'est levé comme un seul homme et a chassé le dictateur ; et à ceux d'Afrique Noire

où les révoltes contre la faim et les mouvements contre la vie chère sont devenus nombreux et inquiétants pour les pouvoirs néocoloniaux.

Nous avons pu constater que beaucoup de manifestants se posent des questions sur la situation politique et sur les perspectives. Pour preuve, l'intérêt pour notre appel "Pour un Front populaire révolutionnaire, maintenant" et la vente de plusieurs La Forge et du Programme.

Bourges

Manifestation combative, à dominante ouvrière, reprenant l'ensemble des revendications des travailleurs, y compris la question des retraites qui reste très présente dans les têtes. Volonté aussi de montrer que la classe ouvrière est solidaire des combats des travailleurs et des peuples dans le monde.

Nous avons diffusé le programme, qui a suscité de l'intérêt, et La Forge. Une jeune camarade a eu droit à la presse locale, qui a malheureusement tronqué une partie de ses propos. Elle avait notamment parlé de la révolution tunisienne, de la solidarité internationale contre le pacte d'austérité.

Paris

En fin de matinée, un rassemblement avait eu lieu sur le pont du Carrousel, en hommage à Brahim Bouarram, jeté dans la Seine par une horde sortie des rangs de la manifestation du Front National, en 1995. De très nombreuses organisations avaient appelé à ce rassemblement pour dénoncer les surenchères racistes, anti-immigrés du gouvernement, surenchères qui profitent au FN.

L'après midi, la manifestation s'élançait de la place de la République, en direction de la Nation, à l'appel des centrales syndicales, à l'exception de FO, pour ce 1^{er} Mai placé sous le signe de la lutte pour les salaires, la solidarité avec les travailleurs de l'UE touchés par les plans d'austérité et avec les peuples arabes.

Quelque 15 000 manifestants, avec des cortèges des UD CGT et les nombreux cortèges d'organisations de solidarité avec les luttes en cours, au Maghreb, au Moyen-Orient.

Le cortège de la CGT, de loin le plus conséquent, était ouvert par les travailleurs et travailleuses sans papiers, derrière la banderole des "Onze". Peu de banderoles d'entreprises et une participation essentiellement militante.

Le cortège des organisations féministes était à la fin du cortège de la CGT, juste devant l'Unef. Les différentes organisations défilaient

Suite page suivante ●●●

ensemble derrière la banderole unitaire qui proclamait "égalité des salaires femmes/hommes maintenant" et "exigeons ensemble l'augmentation des salaires dans les métiers féminisés, maintenant".



Le collectif qui s'est constitué pour cette campagne défilait "physiquement" ensemble : les femmes de l'organisation Egalité, des travailleuses sans papiers, des militantes du Cndf, d'Osez le féminisme, d'Attac, de la Marche mondiale des femmes, de Rafjire, des militantes de la Maison des femmes de Montreuil, des "femmes libres" de Radio Libertaire, des militantes du Collectif pour la réouverture du centre ivg de l'hôpital Tenon, ainsi que des militantes des partis politiques qui soutiennent cette campagne, formaient un pôle de plus d'une centaine de personnes.

Les différents collectifs de solidarité avec la lutte des peuples tunisien, marocain, égyptien, libyen, ont manifesté ensemble, pas loin du pôle Palestine.

Des dizaines de tables de vente, de collectifs, d'organisations de lutte sur différentes questions, les stands des partis de la gauche de transformation sociale se succédaient tout au long du parcours.

Notre parti tenait également un stand. Nous avons mis l'accent sur la diffusion du programme. Une rangée de camarades et d'amis distribuait en amont de notre poste de diffusion le flyer annonçant sa parution et une autre rangée se chargeait de sa vente. Quelque 5 000 flyers ont été diffusés et plus de 50 programmes ont été vendus, sans compter les journaux.

Nous avons décidé de manifester dans le cortège des organisations politiques, pour concrétiser notre volonté de travailler à un front politique. Nos mots d'ordre ont retenti tout au long du parcours. ★

Soutien des jeunes du PCOF à la révolution tunisienne



En solidarité avec la révolution et la jeunesse révolutionnaire de Tunisie, les cercles des jeunes du PCOF 75 & 91 ont organisé une table de vente au profit de l'UJCT, le long de la manifestation du 1^{er} Mai. Vente de gâteaux, de pâtisseries "faits maison" et de boissons, distribution du tract du cercle de Massy, le stand a attiré beaucoup de manifestants, jeunes et moins jeunes, intéressés par nous connaître. Après avoir commencé à populariser cette lutte exemplaire par la diffusion d'un film, réalisé par des camarades parti qui ont séjourné plusieurs jours en Tunisie (voir La Forge 516 de mars, "une semaine au cœur de la révolution tunisienne"), le cercle de Paris a réalisé des affiches pour appeler à la solidarité avec le processus révolutionnaire : "en Tunisie, la révolution n'est pas achevée. Contre le gouvernement réactionnaire et l'impérialisme, soutenons le peuple tunisien en lutte".

Education nationale

Le démantèlement continue, les résistances aussi !

Un peu partout dans le pays, les mobilisations se poursuivent contre les suppressions de postes et les fermetures de classes : la FCPE annonce que près de 3 000 classes seraient fermées à la rentrée du fait de la politique du non renouvellement d'un fonctionnaire sur 2 à la retraite. Ce sont donc les parents, avec les enseignants et le soutien d'élus, qui organisent les mobilisations : rassemblements, occupations d'écoles, etc. Le 18 mai, des mobilisations seront organisées à l'initiative de la FCPE, avec le soutien des organisations syndicales.

Le 14 avril, à Luchon, une centaine de manifestants (parents, enseignants, élus...) à l'initiative du collectif "Ecoles de montagne" essayaient de manifester face à une armada de CRS qui avait bouclé la petite ville, fouillé les voitures et confisqué les banderoles, tout ceci à l'occasion de la visite très médiatique de Nicolas Sarkozy et Luc Chatel à l'ERS (établissement de réinsertion scolaire). Une visite très médiatisée dont l'organisation frise la caricature : invitations ciblées à la table ronde dont étaient écartés les principaux acteurs de l'éducation, séance de photos entre Sarkozy et un élève jouant au ping-pong, discours convenu sur le "métier magnifique" des enseignants, invités cependant à accepter le "changement" ; présentation de l'ERS comme dispositif miracle contre le décrochage scolaire et la violence. Cet ERS accueille pour l'instant 9 élèves super encadrés. Et ce genre de dispositif permet de dire au président et

à son ministre qu'ils luttent contre le décrochage scolaire au moment où est organisé le sabordage de l'école publique, la réponse apportée étant l'exclusion des élèves "déviants". Le même jour, à une centaine de kilomètres, à Toulouse, un rassemblement avait lieu contre le dispositif CLAIR étendu aux écoles et à l'ensemble des établissements Ambition

dans certains établissements CLAIR à 75 % voire 95 %, et environ 200 personnes se sont rassemblées.

Ces faits illustrent la résistance à la nouvelle politique mise en place dans l'école. Résistance à l'abandon des élèves, à la stigmatisation des élèves en difficulté, à la dérégulation du service public, et son entreprise



Parents et enseignants du Val-de-Marne mobilisés le 1^{er} avril

La mobilisation s'amplifie !

Parents, enseignants, élus locaux, nous étions plus de 700 devant l'Inspection académique le 1^{er} avril, et plus de 500 le 4 mai au ministère.

Actions de refus et d'opposition à une saignée sans précédent dans notre département.

Actions d'exigence d'un PLAN d'URGENCE en Val-de-Marne !!!

Nous serons aussi le 14 mai en manifestation du Rectorat à la Préfecture (RDV devant le rectorat à 10H30) à l'appel de plusieurs organisations syndicales d'enseignants et de la FCPE 94 .

Être Nombreux! tel est l'enjeu des mobilisations actuelles, ainsi que de la nuit des écoles qui se prépare pour le 20 mai.

Pour montrer que nous n'acceptons pas ces restrictions budgétaires sans précédent, ni la politique d'une école au rabais !

réussite (ECLAIR), qui "innove" en étant un instrument de dérégulation : recrutement des enseignants par les chefs d'établissement, établissement de lettres de mission, mise en place de "préfets des études", nouveaux contremaîtres et superviseurs chargés de caporaliser leurs collègues. Un séminaire devait avoir lieu au lycée Saint-Sernin mais (visite présidentielle oblige ou peur de la mobilisation?...), il a été annulé. Les personnels en colère, eux, étaient bien là et cette journée de grève et de manifestation académique a été un succès : la grève a été suivie

de destruction. Et puis, pour finir une bonne nouvelle : l'Education nationale a été condamnée par le tribunal des prud'hommes d'Angers pour avoir fait des contrats précaires d'AVS (personnes qui s'occupent des enfants handicapés) sans respecter l'obligation de formation. Les contrats ont donc été requalifiés en CDI et l'Education nationale condamnée à verser plus de 14 000 € par personne... Un fait qui démontre que l'Etat, principal pourvoyeur de précarité ne respecte pas ses propres lois et que seule la lutte paie. ★

Tout pour les riches

Celui qui devait être le "président du pouvoir d'achat" s'est immédiatement affirmé comme "le président des riches". Largement compensée par une réforme de l'ISF, la suppression du "bouclier fiscal" à quelques mois des élections aura du mal à faire illusion. Il en va de même

de la prime salariale que ses ministres ont dû sortir de leur chapeau avant les élections. Son plus grand résultat à ce jour, c'est d'avoir réussi à mécontenter tout le monde. Hormis, bien sûr, les cracks du CAC 40 qui sont au-dessus de tels "coups" politiques, mal fagotés.

L'ISF fortement allégé

Courant avril, le gouvernement a tranché entre les différents scénarii envisagés. Nommé - bien mal à propos - "impôt de solidarité sur la fortune", l'ISF n'est pas totalement supprimé, mais largement réformé.

Le seuil d'assujettissement est relevé de 800 000 à 1 300 000 euros.

Sur les 565 000 foyers qui s'acquittent jusqu'à aujourd'hui de l'ISF, 300 000 pourront ainsi y échapper. Ce à quoi on peut rajouter les 200 000 contribuables qui, sans la réforme, seraient devenus imposables du fait de la hausse des biens immobiliers. Quand on aime, on ne compte pas : c'est donc, au final, près d'un demi-million de foyers qui sont directement ou indirectement destinataires de ce formidable cadeau fiscal !

Les tranches d'imposition sont revues.

Le taux d'imposition sera de 0,25 % entre 1,3 et 3 millions d'euros et 0,5 % au-delà. Cette deuxième mesure devrait permettre une réduction d'impôt moyenne de près de 3 000 euros par contribuable payant l'ISF. Mais plus on est riche, plus on est choyé. Les gains moyens s'étalent entre 2 000 et 6 000 euros pour les foyers disposant d'un patrimoine entre 1,3 et 4 millions d'euros. Ils pourraient aller, selon certaines estimations, jusqu'à 160 000 euros pour les quelque 1 900 foyers déclarant un patrimoine net taxable supérieur à 16 millions d'euros. Réduit de plus de 50 % pour les "moins" riches, l'ISF sera divisé par 4 pour les plus grandes fortunes ! Des dispositions sont également prévues pour adoucir les effets de seuils.

Vous avez dit "austérité" ?

La réforme de l'ISF est présentée comme une contrepartie à l'abandon du "bouclier fiscal", une des mesures emblématiques de sa présidence que Sarkozy a été contraint d'abandonner. Mais ses amis n'ont pas à s'inquiéter. D'un côté, 970 millions d'euros qui ne seront plus reversés aux contribuables dont l'imposition a été supérieure à 50 % de leurs revenus. De l'autre, un cadeau fiscal aux riches de plus de deux milliards ! Décidément, l'austérité budgétaire n'a pas la même signification pour tout le monde ! Cerise sur le gâteau : en 2011, les bienheureux cumuleront la réforme immédiate de l'ISF et les chèques que

leur retournera l'État au titre du bouclier fiscal applicable jusqu'en 2012 !

Prime Sarko

Pour tenter de faire oublier l'allègement de l'ISF, le gouvernement, avec une cacophonie certaine entre Baroin, Lagarde et Bertrand, a annoncé le versement d'une prime salariale sur les dividendes. "Quand on peut donner aux actionnaires, on peut donner aux salariés" avait déclaré Sarkozy lors de son déplacement dans les Ardennes, à la mi avril. A voir !

Effet d'annonce

La prime est "obligatoire", mais seulement dans les entreprises de 50 salariés et plus dont le dividende versé en 2011 est supérieur à la moyenne des dividendes distribués en 2009 et 2010.

Cette condition a pour effet de dispenser du versement de la prime près de la moitié des entreprises du CAC 40, et non des moindres ! Vivendi, Carrefour, EDF, Accor, entre autres. Total, avec des profits records de 10,57 millions d'euros, en hausse de 25 %, y échappera également ! Idem pour GDF Suez, du fait d'un dividende exceptionnel distribué en 2009 à l'occasion de la fusion GDF Suez qui ramène le dividende 2011 en dessous de la moyenne des dividendes 2009-2010.

Montant à négocier

Baroin a parlé au départ d'une "prime de 1 000 euros". Mais il a précisé par la suite qu'il n'y aura "pas de montant minimum". Il y aura en revanche, de fait, un montant maximum, déterminé par le seuil dissuasif des 1 000 euros qui "déclenchera les charges" (cotisations sociales).

La seule obligation, a confirmé C. Lagarde, sera d'ouvrir des négociations dans les entreprises de 50 salariés et plus, pour en déterminer le montant et les modalités. Il n'y a aucune obligation dans les entreprises de moins de 50 salariés, mais C. Lagarde veut croire que "payer des primes non assorties de charges sociales intéressera les chefs d'entreprises".

Une "prime ruineuse" ?

Parisot semble hérissee par la notion, toute relative, de prime "obligatoire", contraire à sa rengaine libérale du "laissez-nous travailler". Elle dénonce une idée "néfaste pour l'économie". Ses inquiétudes semblent bien infondées au regard de tous les bénéfices

que peuvent tirer de cette prime aléatoire des entreprises confrontées à la montée des revendications et des mobilisations sur les salaires : effet de diversion, effet de division entre les salariés, effet "d'aubaine" pour remplacer des hausses de salaires par une prime "allégée" de cotisations sociales...

L'opposition des "petits" patrons

En montant au créneau, le Medef veut certainement faire monter les enchères. Il tient sans doute également à prendre ses distances par rapport à un gouvernement discrédité. Parisot, dont la réélection à la tête de l'organisation patronale ne s'étant pas faite sans mal, veut peut-être également donner du grain à moudre à ceux de ses adhérents qui ne sont pas dans le club fermé du CAC 40. C'est ce que tendrait à faire penser son plaidoyer pour les entreprises de 50 à 500 salariés, celles qui, selon elle, ont "besoin d'actionnaires pour se développer", qui "manquent en France" et qui ont "besoin de rémunérer le capital" !

Dénoncer la supercherie et lutter pour de vraies augmentations de salaire

La provocation de cette "prime Sarkozy", négociable dans les entreprises, est d'autant plus grande que le gouvernement bloque les salaires là où il peut agir avec ses leviers propres : augmentation a minima du

SMIC au 1^{er} juillet et gel des rémunérations dans la Fonction publique et les services sous tutelle de l'Etat.

Les mobilisations pour les salaires qui se développent dans de très nombreuses entreprises ne sont pas seulement justifiées au regard de l'envolée des profits dans les grands groupes industriels et les banques (qui renouent avec les profits records d'avant 2007). Elles sont légitimes parce que le travail ne cesse de s'intensifier et nécessaires parce les prix eux-mêmes ne cessent de s'envoler (énergie, nourriture, loyers, habillement...).

"Le droit à un salaire qui permet de vivre décemment"

C'est un des axes du "programme de front populaire révolutionnaire". Ce droit apparaît de plus en plus incompatible avec le néolibéralisme, l'appétit des monopoles et le système capitalisme en crise. Pour le satisfaire, il faut s'organiser et se battre sur le plan syndical, construire un rapport de force qui s'exerce "aussi bien sur le patronat que sur le gouvernement". C'est donc bien aussi d'une lutte politique dont il s'agit : "une lutte pour le pouvoir, pour changer la société, modifier ses priorités", "arracher le pouvoir des mains de l'oligarchie qui ne le cédera pas sans opposer une résistance acharnée" (PCOF, "Pour un front populaire révolutionnaire maintenant !"). ★

Entre 1,2 et 4,5 millions d'euros !

C'est le palmarès des salaires perçus en 2010 par les patrons du CAC 40 (*Les Echos* n° 20664 du 26 Avril 2010, page 31). Hors bonus différés, stock-options, actions gratuites et retraites chapeau... !

Cela fait une moyenne de 2,5 millions, équivalente à 150 SMIC. 270 SMIC pour le patron de Michelin en tête de liste !

Tout ce beau monde est naturellement persuadé comme Jean-Claude Trichet, président de la BCE, qu'augmenter nos salaires serait "la dernière bêtise à faire". Une préconisation que le journal *les Échos* estime empreinte de bon sens : "La détérioration avérée de la compétitivité de l'industrie française depuis dix ans, amputée notamment par ses coûts salariaux, ne milite pas en faveur d'un excès de générosité." (<http://www.lesechos.fr> le 22/02/11)

Le club des salaires de plus de 3 millions d'euros

Michel ROLLIER	MICHELIN	4,5	+ 505 %
Frank RIBOUT	DANONE	4,4	+ 13 %
Bernard ARNAULT	LVMH	3,9	+ 1 %
J.P. AGON	L'OREAL	3,7	+ 13 %
Ph. VARIN	PSA	3,2	-
Ch. VIEHBACHER	SANOFI AVENTIS	3,6	-
Ch. MARGERIE	TOTAL	3	+ 13 %

Sortir du nucléaire maintenant,

L'accident nucléaire de Fukushima a été classé au même niveau que celui de Tchernobyl. Les techniciens et ingénieurs n'ont pas le contrôle de la centrale, malgré les efforts et les risques énormes qu'ils prennent depuis de semaines. Tepco veut faire payer les salariés du groupe, en réduisant les salaires ! Le débat sur la sortie nécessaire et la

plus rapide possible du nucléaire est lancé.

Mais gouvernement et porte-paroles du lobby nucléaire veulent tourner la page et continuer à exploiter des centrales vieilles, qui connaissent des pannes de plus en plus fréquentes. Notre Parti défend, avec d'autres, la nécessité de rompre avec cette politique.

Bordeaux

Rassemblement à la centrale du Blayais

Le lundi 25 avril 2011, la centrale nucléaire du Blayais a entendu les grondements de colère, les refus et les critiques d'environ 2 000 personnes rassemblées à l'appel de l'Association Tchernoblaye qui lutte depuis des années pour sa fermeture. Cette centrale arrivant en fin de vie (30 ans, avait dit EDF à la construction de l'édifice), c'est au 12 juin prochain que l'Association donne rendez-vous car il y aura 30 ans jour pour jour que démarrait cette centrale.

Particulièrement discrètes, les forces de police se sont contentées de garder l'entrée de la centrale sans tenter la moindre provocation comme ce fut le cas il y a plusieurs années (lire les faits relatés sur le site www.tchernoblaye.org). Preuve que le sujet est brûlant et que le silence est de mise pour le pouvoir sur ce sujet !

Il faut dire que le moment aurait été particulièrement mal choisi, à 12 mois d'une élection présidentielle, trois mois après la catastrophe nucléaire du Japon, et en ce 25^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl.

Plusieurs interventions ont permis de montrer :

1) Les mensonges d'Etat sur la réalité du nucléaire en France depuis ses débuts et ceci au profit de monopoles en voie de privatisation tels que EDF et AREVA notamment. Que le kWh nucléaire coûte cher et que nous allons le sentir plus fortement encore dans les mois et années à venir ! Que notre pays n'est nullement indépendant énergétiquement parlant puisque la matière première (uranium) est entièrement importée du Niger, volée ont précisé certains intervenants, au risque de la vie des travailleurs d'AREVA au Niger et pour la société et le peuple nigérien tout entier car la pollution est énorme. Que le nucléaire n'est nullement propre ! La catastrophe de Fukushima en atteste, mais les conséquences de la tempête de 1999 aussi, avec un secret gardé plusieurs jours voire semaines, qui aurait perdu sans l'intervention des associations citoyennes de veille, notamment Tchernoblaye. Mensonge aussi sur



On est venu en famille pour le pique-nique, pour exiger la fermeture de la centrale et écouter les arguments des intervenants.

l'autosuffisance énergétique de la France alors que des importations d'Allemagne ont été faites cet hiver et depuis deux ans déjà !

2) Les nuisances au travail pour une certaine catégorie de travailleurs, ceux précaires ou intérimaires, ou travaillant pour des sous-traitants, sans la même couverture sanitaire, sans comité d'hygiène et sécurité, sans sécurité presque, puisque l'on apprend que certains de ces travailleurs du nucléaire n'ont pas les mêmes garanties de détection radioactive que l'ensemble des travailleurs d'EDF. Qu'ils seraient une sorte de sous-catégorie de travailleurs, plus exposés aux nuisances nucléaires ! Par ailleurs, ces ouvriers spécialisés se battent, avec le soutien des syndicats d'EDF, pour le respect de leurs droits, pour une couverture identique pour tous et pour qu'EDF les assume entièrement, en tant que travailleurs des centrales nucléaires. Une intervention a rappelé que le démantèlement de ces nombreuses centrales nucléaires en France donnerait de toute façon suffisamment de travail et assez longtemps à tous ces ouvriers qualifiés, qui s'inquiètent pour leur avenir.

3) Les liens entre nucléaire civil et militaire, car notre région a le triste privilège d'être championne et le principal fournisseur de ces nouveaux missiles à tête nucléaire qui pour-

raient bien servir à l'échelle de conflits locaux. Il faut rappeler ici la complaisance de la majorité social-libérale au Conseil régional d'Aquitaine où le P.S., avec à sa tête Alain Rousset, fait voter des subventions pour ces innovations militaires notamment. D'où l'importance de dénoncer les liens entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire.

4) La mobilisation va grandissante en France, et de nombreux rassemblements ont eu lieu ces jours-ci, autour des centrales nucléaires avec promesse de développer les liens et relations, et ce fut l'occasion pour le Parti d'exprimer son soutien et son adhésion au collectif "SORTIR DU NUCLEAIRE", d'appeler l'ensemble des participants à se saisir de cette question hautement politique à l'occasion des prochaines élections présidentielles : ne pas se laisser confisquer ce débat vital et en faire une pierre angulaire pour une unité politique la plus large possible pour exiger une sortie rapide du nucléaire.

Drapeau et journal au vent, nous avons rencontré plusieurs personnes intéressées par nos positions et notre démarche politique, reconnaissant que tout est politique et ne surtout pas faire de la question nucléaire une affaire individuelle et personnelle, mais collective.

Correspondance Bordeaux

Gaz de

Ne laissons pas les monopoles et le gouvernement nous préparer une nouvelle catastrophe écologique !

Sans aucune information, sans aucune consultation et sans concertation, le gouvernement a offert à des sociétés nationales et étrangères le droit d'exploiter le sous-sol français à la recherche de gaz et d'huile de schiste.

La technique pour ramener le gaz à la surface est délicate et, surtout, désastreuse sur le plan environnemental. La "fracturation hydraulique horizontale" consiste à provoquer des failles à l'aide d'un liquide envoyé à très forte pression, pour libérer le gaz pris dans la roche compacte, entre 2000 et 3000 m de profondeur. Trois ingrédients sont nécessaires pour créer ces mini séismes : des quantités phénoménales d'eau (entre 15 000 et 20 000 m³), des produits chimiques (plus de 500) pour attaquer la roche et des micro billes pour maintenir ouvertes les failles.

Aux Etats-Unis, le bilan de l'extraction de ces gaz est catastrophique : pollution massive des sols, des nappes phréatiques et de l'air, destruction des paysages et de milieux naturels. Leur exploitation en France conduirait inéluctablement aux mêmes dégâts ainsi qu'à des émissions accrues de gaz à effet de serre, alors même que notre pays s'est engagé à les diviser par quatre.

Depuis des mois, la contestation gronde sur le terrain

Face à cet impact environnemental catastrophique, la contestation grandit et se structure. 79 collectifs d'opposition aux hydrocarbures non conventionnels ont été créés à ce jour. Ils organisent des réunions, des manifestations et prouvent qu'une partie importante de l'opinion publique appréhende un désastre "à l'américaine". 80 parlementaires de tous bords ont cosigné une motion "contre l'exploitation". Les présidents de Conseils régionaux, réunis au sein de l'association des régions de France, ont fait de même. L'ARF ajoute que "les eaux usées s'apparentent à des déchets dangereux", déchets dont les régions ont la charge depuis 2002.

Les présidents des Conseils généraux de l'Ardèche, de la Drôme, du Gard et de l'Hérault s'allient pour mutualiser leurs actions. Ils auront recours à une assistance juridique commune, saisiront ensemble la Commission nationale du débat public et proposeront d'une même voix la révision

c'est nécessaire ! schiste, c'est Non !

du code minier "afin de renforcer la protection des populations résidentes et des propriétaires, ainsi que la prise en compte des enjeux environnementaux". Les maires de certaines communes prennent des arrêtés contre l'exploration sur leur territoire. Le collectif ardéchois des élus contre le gaz de schiste s'est réuni pour débattre des démarches juridiques à engager après les plaintes déposées par la société texane Schuepbach contre les maires

glements faibles ou inexistant en échange de la garantie de pouvoir entreprendre des forages d'exploitation dans deux ou trois ans. On masque les industriels derrière les scientifiques : ils feront des forages expérimentaux sous le contrôle d'un "Comité scientifique national". On assure une caution démocratique en créant des "Comités locaux d'information" et enfin on achète la collaboration des élus en instituant un intérêt fiscal aux collectivités locales.



Ardèche, le 26 février 2011 : 20 000 manifestants ; Nant (Aveyron), le 17 avril : 8000, Cahors (Lot) : 5 000, Donzère (Drôme) : 4 000, Meaux (77) : 2 000...
La banderole "anti-gaz de schiste" partie de Tours fait le tour de la France pour sensibiliser, mobiliser et recueillir les signatures de tous les collectifs à chaque étape du voyage. Elle sera déployée symboliquement le 10 mai devant l'Assemblée Nationale, date de la discussion de la proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste sur le territoire.

qui ont pris un arrêté. Il a décidé en priorité de prendre un avocat spécialisé dans l'environnement et de se former en association.

Le gouvernement donne carte blanche aux monopoles

François Fillon avait pensé calmer les esprits en prononçant un moratoire jusqu'à fin juin, mais cette manœuvre n'étant pas suffisante, le gouvernement passe à la vitesse supérieure, fait s'exprimer les ténors et met en œuvre un projet de loi fracassant. Il confie une mission d'évaluation au Conseil général de l'environnement et du développement durable et au Conseil général de l'industrie de l'énergie et des technologies. Le rapport d'étape de ces organismes ministériels est clair, il vise à rassurer les industriels et annonce la stratégie choisie : permettre l'exploitation massive des gaz de schiste avec un minimum de contestation et le plus rapidement possible. Il s'agit de désarmer l'opposition en retirant les permis d'exploration déjà accordés et de négocier avec les industriels des dédomma-

Les conséquences environnementales, sanitaires, économiques et sociales de cette nouvelle folie industrielle n'ont que peu d'importance face à l'insatiable soif de profit des multinationales soutenues par le pouvoir : Total, GDF Suez, les entreprises américaines Texas Schuepbach Energie, Hess et leurs partenaires. Parmi ces derniers, on trouve la société Treador dont le vice-président est Julien Balkany, Arkema le plus grand industriel chimique français indépendant très présent sur le marché des adjuvants nécessaires à la recherche des gaz de schiste (détenue en partie par la famille canadienne Desmarais, dont Paul, le patriarche, était sur la liste des convives au Fouquet's le soir du 6 mai et qui a été décoré de la grand-croix de la légion d'honneur par Sarkozy en 2008).

Le gouvernement, empêtré dans une impopularité notoire, a suffisamment montré sa dépendance envers les puissances financières et son mépris pour la démocratie. Il s'emploie à gagner du temps dans la plus grande hypocrisie, mais les citoyens ne sont pas dupes. Ils ne désarmeront pas face à la puissance des lobbies gaziers. ★

Correspondance Nîmes

Paris XI°

Succès de la réunion publique "Sortir du nucléaire, c'est possible"

Le drame de Fukushima a remis sous les projecteurs la question du nucléaire. Cette question est particulièrement sensible en France, qui a développé un des plus importants parcs nucléaires au monde. Dans le 11^e arrondissement de Paris, la plupart des organisations qui ont l'habitude de travailler ensemble en collectif ont décidé d'intervenir sur cette question(*). Toutes ne se sont pas engagées, car pour certaines, la question du nucléaire n'est pas tranchée.

Rapidement, a été prise la décision d'organiser une réunion publique pour permettre le débat.

Un spécialiste a été sollicité, le président de Global Chance, Benjamin Dessus, ingénieur et économiste spécialiste des questions d'énergie et du nucléaire.

La salle prévue initialement pour la réunion publique s'est avérée trop petite, et finalement c'est dans une salle de 160 places, pratiquement pleine (130 personnes environ) que nous nous sommes installés.

L'intervention de B. Dessus a balayé les "points forts" du lobby nucléaire :

- L'indépendance énergétique
- Le faible prix
- Peu d'impact sur l'effet de serre
- Le peu de déchets
- Et la belle industrie française !

Un sort a été vite fait à la question de l'indépendance, puisque la France dépend totalement de l'importation d'uranium.

Le prix, aujourd'hui assez faible, va rapidement croître car il va falloir investir pour réhabiliter les centrales en fin de vie ou en construire de nouvelles, et ceci dans un contexte de montée des exigences en matière de sécurité. Ce qui rendra le coût assez proche de celui de l'électricité produite par les éoliennes par exemple. D'autres solutions peu polluantes existent et devraient être privilégiées (la plupart des centrales actuelles sont au gaz).

Quant aux déchets, il y a une masse de produits stockés qui ne sont pas considérés comme tels mais dont on ne peut pas se servir (ainsi du plutonium stocké dans les piscines de La Hague, un poison d'une dangerosité extrême, qui permettrait de fabriquer

10 000 bombes atomiques !).

Enfin, l'argument "nucléaire égale industrie d'exportation" est faux, car il n'y a plus de marché : il se construit au maximum une ou deux centrales par an dans le monde.

De nombreuses questions sont venues de la salle, notamment sur des questions techniques : les normes de sécurité, le coût du démantèlement des centrales, les chiffres. Deux contradicteurs pronucléaires n'ont trouvé aucun écho dans la salle. La plupart des participants, très attentifs, étaient venus chercher de l'argumentation pour convaincre, être plus efficace dans leurs tracts et dans les discussions.

La dernière partie de la soirée a été centrée plutôt sur les solutions pour sortir du nucléaire.

Cela a été l'occasion de rappeler que d'abord on n'est pas obligé de continuer à sur-consommer, mais que la première des solutions consiste dans une production raisonnée et une gestion des dépenses énergétiques.

Le parti a souligné les choix faits par la France, puissance impérialiste : le tout-nucléaire, développé sur une base constituée à des fins militaires après 1945 (le CEA avait d'abord été créé pour fabriquer "la Bombe"), les essais atomiques au détriment de la santé des peuples colonisés (Sahara, puis Polynésie française ensuite). Cette politique ne peut jamais assurer la sécurité, car elle est menée de manière anti-démocratique, par EDF et AREVA, qui cultivent le secret absolu. Le travail de mobilisation mené dans les années 80-90 notamment par SOS Tahiti contre les essais nucléaires en Polynésie a contribué à faire grandir l'opposition au nucléaire militaire et à contraindre le gouvernement Chirac à les arrêter.

Le drame de Fukushima a remis à l'ordre du jour la lutte nécessaire pour sortir du nucléaire, et le travail du collectif des organisations du 11^e, avec cette réunion publique, était un premier pas. ★

Correspondance Cellule G. Politzer

Notes

(*) Liste des organisations : Alternatifs, ATTAC, EELV, GU, PG, NPA, PCOF, SNUIPP-FSU.

La classe ouvrière se lève pour faire fro- salariale" ! Au capital de payer sa crise

Dans le silence assourdissant des médias, le mouvement ouvrier gréviste sur les salaires gagne du terrain en saisissant le patronat par le col pour lui demander des comptes sur le pillage, par le capital financier, des richesses créées par notre travail. Un capital financier qui ne se contente pas de se gaver avec les surprofits, mais qui vit sur le dos des peuples en leur faisant payer l'ardoise. Le monde du travail n'en peut plus. "C'est plus travaillable" et les "charges et les coûts" qui sont devenus insupportables, ce sont ceux du capital et du système.

Sur les bases du rapport de force qu'avait créé le grand mouvement contre la réforme des retraites, les luttes ouvrières actuelles pour faire payer au capital sa crise ne demandent qu'à participer d'un front social et politique contre le Pacte européen d'austérité. Pour ce faire, il faut que le syndicalisme de lutte de classe contribue à construire l'unité du mouvement ouvrier sur des mots d'ordre immédiats :

- 300 euros tout de suite,
- le SMIC à 1 600 euros,
- pour chaque départ anticipé pour pénibilité, une embauche en CDI,
- le retour à la retraite à 60 ans pour tous avec 37,5 annuités, à taux plein,
- l'interdiction des licenciements dans les groupes et les sous-traitants.

Dans le contexte de recomposition du syndicalisme soumis aux contraintes de la loi sur la représentativité, et de restructurations profondes de la CGT qui accompagnent les réformes territoriales dans le cadre de l'Europe des Régions, le syndicalisme de lutte de classe doit se garder de se laisser entraîner dans les combats de structures et d'appareil. Elles paralysent les initiatives d'action intersyndicales dont on a le plus grand besoin aujourd'hui.

La priorité doit être donnée à la consolidation et au développement de nos syndicats d'entreprises, comme ceux des services publics, à celui des UL et UD, voire des Fédérations sur des bases de classe. Plus largement, il faut que les syndicalistes s'emparent de la perspective de front populaire révolutionnaire tracé par le Parti et mobilisent sur ces bases pour construire un front politique et social, pour une alter-

native de rupture avec le système et pour lui donner la dynamique nécessaire à sa concrétisation dans les luttes quotidiennes et dans les échéances politiques.

Nous sommes tous des Continental

Deux ans après une lutte exemplaire où ils ont gagné l'estime et le soutien populaire, les Conti ne lâchent rien et se rassemblent régulièrement toujours aussi nombreux autour de Xavier Mathieu, figure emblématique de la classe ouvrière qui redresse la tête ; ils continuent à défier le pouvoir des profits. Le 3 mai, c'est plus de 800 manifestants qui se sont rassemblés à Compiègne, sans compter les 7 000 pétitions signées sur Facebook, alors que Xavier Mathieu est à nouveau traîné devant les tribunaux pour avoir refusé le test ADN réservé jadis aux criminels. Nombre de partis de gauche se sont joints à cette manifestation. Face à la violence de la casse de 1 120 vies brisées, et des mensonges du gouvernement sur les reclassements, les coups de colère et les violences de la riposte ouvrière sont considérés par le plus grand nombre comme légitimes, "c'est tout ce qu'ils nous laissent". Après avoir gagné de haute lutte des primes extralégales pour faire payer au capital le prix fort, celui de la dignité, que certains syndicalistes qui en sont le plus dépourvu osent affubler de nom de "prime à la valise", aujourd'hui 500 Conti engagent la lutte juridique au tribunal des Prud'hommes contre le groupe allemand pour contester les licenciements économiques, ce qui constitue une première en Europe. Exemples pour faire payer au capital sa crise, 4 ans de salaires exigés, ils le sont aussi pour une loi d'interdiction des licenciements dans les groupes et sous-traitants.

Grâce aux dockers la contre-réforme des retraites a pris une claque

La lutte au long cours des dockers a créé une voie d'eau dans la contre-réforme des retraites. Le gouvernement de porte-serviette des profits avait voulu dénoncer les engagements pris à l'issue d'une longue lutte. Il a pris une bonne gifle avec la signature de la convention collec-

tive ratifiée le 15 avril par la CGT et les deux organisations patronales de la branche. Pour les 10 000 dockers, c'est le droit au départ anticipé à la retraite de 3 ans pour 18 ans d'ancienneté, la pénibilité du métier étant reconnue. Il y a jusqu'à 7 000 dockers concernés selon la CGT. Cet accord est à durée indéterminée, sans condition d'incapacité ou d'invalidité, il se cumule avec l'accord amiante... et il est financé par les employeurs avec seulement 0,1 % de cotisation pour les salariés. Une clause de réouverture des négociations pour un avenant sera mise à profit par la CGT pour obtenir les 4 ans de départ anticipé pour respecter l'accord signé en 2010. Une brèche dans la contre-réforme des retraites qui ne demande qu'à s'élargir !

Grève dans le groupe Carrefour

A nouveau, à Carrefour, une journée de grève à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, a été massivement suivie dans plus de 150 magasins sur 200 avec 90 % de grévistes bloquant les entrées avec des montagnes de caddies. Le premier succès de cette journée de grève a été la réouverture des négociations salariales, le 13 avril. C'est l'annonce indécente de 1 % d'augmentation dans la bouche d'un géant de la distribution de taille mondiale qui empile les billets dans ses coffres, sans parler des 4 milliards de la vente de la société Discount Dia. La CGT revendique un salaire de base à 1 600 euros brut, les syndicats CFDT et FO majoritaires, 5 % d'augmentation. C'est la détermination des salariées, comme dans la plupart des conflits, qui impose l'unité syndicale et la réouverture des négociations. Carrefour veut s'en tenir aux 2 % de l'inflation et une prime de 220 euros, des remises sur achat passant de 7 à 10 % et l'ouverture de négociations sur le 14^e mois. C'est dire qu'il y a de la grève dans l'air pour 2011, notamment sur les conditions de travail avec une perte de 8 000 emplois en 2 ans et la saisie, par les syndicats, du Tribunal d'Instance d'Evry pour condamner les augmentations de cadences et la déqualification des personnels. Il s'agit de mettre en échec un "nouveau modèle opérationnel" actuellement expérimenté dans un magasin qui vise, avec des effectifs réduits, à généraliser le travail de nuit des femmes comme des hommes, une nouvelle division du

travail déqualifié par tâche et non par rayons.

Grève des éboueurs parisiens

Après la grève des éboueurs de 2010, le 2 mai, un mouvement de grève de grande ampleur pour les salaires et conditions de travail a été déclenché à la lecture d'une réponse de la Mairie de Paris qui entend faire payer la note aux salariés du service du nettoyage, faute de volonté politique de s'opposer à la réforme territoriale, par l'allongement de la durée de carrière et une baisse de 60 euros mensuels sur le salaire à l'embauche. Dans son tract, la CGT annonce 1 337 éboueurs en grève soit 63 %, 23 % chez les conducteurs, 30 % chez les égoutiers. Ils ont reconduit l'occupation du peron de l'hôtel de Ville de Paris jusqu'au retrait de ce projet qui applique en tous points le Pacte européen de modération salariale.

Continental Automotiv France, équipementier automobile

On se souvient qu'en 2010, dans le groupe Continental comme à GM Strasbourg, tous deux précurseurs du Pacte européen de modération salariale, le mouvement de grève des ouvriers des sites de Toulouse, Boussens, Foix, s'était heurté à un chantage à la suppression de 1 000 emplois sur 2 500 pour obtenir un accord sur un plan de réduction des coûts salariaux. La CGT et la CFDT, avec le soutien de la seule CGT GM de Strasbourg, avaient fini par mettre en échec ce plan. En avril 2011, la mobilisation sur les salaires n'en est que plus forte. Si le patron, qui a doublé ses bénéfices en 3 ans, a reculé sur le chantage à l'emploi, c'est maintenant à un nouveau chantage qu'il conditionne l'augmentation des 2 %... avec un accord sur un plan de 5 ans pour réduire de 50 % la prime d'intéressement (liée à la participation) et la suppression de 3 à 9 jours de RTT. Des combats en perspective contre ce nouveau type de chantage à l'augmentation des salaires !

Grève dans la filière nucléaire

L'usine d'Alstom Power Belfort a été paralysée par la grève à l'appel de

nt au pacte européen "de modération e, ses dettes, non aux peuples !

l'intersyndicale, le 11 avril. Un convoi d'ailettes de turbine pour la centrale nucléaire de Flamanville a été bloqué par les ouvriers de deux ateliers menacés de délocalisation en Pologne et en Suisse avec une perte de 100 emplois au 21 mars 2012. Alstom a de quoi mettre à profit les 66 millions de cadeaux fiscaux contre une garantie de l'emploi sur 3 ans... pour licencier. Suite à la condamnation de 14 ouvriers pour avoir bloqué le convoi, la lutte se durcit et la solidarité s'organise.

BTP groupe Eiffage, grève des grands chantiers

Suite à 2 semaines de grève paralysant 20 grands chantiers d'Eiffage de l'Île de France et du Nord, les ouvriers ont arraché 2,5 % d'augmentation sur les 3 % demandés.

Grèves salariales gagnantes dans la métallurgie

Groupe Lisi Automotiv St-Florent (Cher)

6 % d'augmentation ont été arrachés.

Bollhoff Oталu La Ravoire (Savoie)

Les ouvriers métallurgistes en lutte pour les salaires se réunissent en assemblée générale, ils votent la grève reconductible de 3 h par équipe jusqu'à faire céder le patron. En effet, ils refusent de solder l'année avec les augmentations concédées par la direction qui veut s'en tenir à 1,5 % pour tous et 1 % en augmentation individuelle avec un bonus de 300 euros sur la prime d'intéressement. La détermination des ouvriers est forte.

ZF Bouthéon (Loire)

La lutte des 415 métallos a payé. Ils ont obtenu 2,9 % pour tous avec un talon de 60 euros soit 4 % pour les bas salaires, une augmentation individuelle de 0,8% et, surtout, 25 embauches en CDI.

Mercedes Strasbourg (Bas-Rhin)

Le 15 avril, une grève reconductible est votée par les 250 ouvriers de l'usine Mercedes, soit 90 % de la production, pour débloquent des négociations salariales où le patron veut en rester avec

●●● (suite p.10)

Géant Casino (Nîmes)

Les salariés disent : stop !

Depuis le 6 mai, 80 % des 300 employés du Géant Casino, en majorité des femmes, sont en grève. Dans le tract de l'intersyndicale CGT et Autonomes et sur le parking où ils font signer une pétition de solidarité aux clients, ils expliquent leur ras-le-bol :

- Les salaires sont indécentes. La plupart des employé(e)s ont des contrats de 30 heures, ce qui représente beaucoup moins de 1 000 euros par mois. La prime d'intéressement a baissé depuis 2004 de 480 à 96 euros pour un temps plein. Pourtant, l'entreprise a augmenté cette année le dividende versé aux actionnaires de 33 %.

- Les conditions de travail deviennent intenables : baisse des effec-

tifs (40 personnes en moins ces dernières années) ; non renouvellement des CDD, généralisation de la polyvalence, obligation de travailler le dimanche et, surtout, le manque de respect de la hiérarchie allant jusqu'aux insultes, le fait qu'il s'agisse principalement de femmes travailleuses n'étant pas étranger à cette attitude des grands et des petits chefs.

Dans cette entreprise peu habituée aux grèves et avec une direction particulièrement réactionnaire, un tel chiffre de grévistes est déjà une victoire et montre bien que ça ne peut plus durer. La solidarité en est une deuxième : beaucoup de clients signent la pétition et font demi-tour. Déjà, le magasin n'accepte plus les paiements en liquide, les caissières du

service des liquidités étant toutes grévistes. Malgré tout, la direction ne veut rien négocier et multiplie les provocations : déploiement de nombreux vigiles, rappel des cadres en congés, utilisation de personnel "jaune" transporté depuis Montpellier, assignation en justice de deux délégués syndicaux pour obstruction à l'entrée des clients, ce que le tribunal a rejeté.

Face à la direction qui joue la montre, les employé(e)s qui ont déjà gagné leur dignité, comptent sur leur nombre, leur détermination et sur la solidarité active des clients et des travailleurs pour obtenir des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. ★

Correspondance

Clini-hôpital de Fontainebleau

Sarko ou comment mépriser le service public

Nous avons reçu cette correspondance d'un ami syndicaliste CGT du Centre Hospitalier de Fontainebleau. Sarkozy s'y est rendu le 5 mai, pour promouvoir le projet "clinique-hôpital" qui est un pas supplémentaire dans la privatisation de l'hôpital public.

Présenté comme une solution pour améliorer l'offre de soins, il s'agit à la fois d'une restructuration des moyens, en personnels et en moyens techniques, et d'une aide publique à l'hôpital privé qui économise en investissements. Comme l'a souligné Sarkozy dans la table ronde sur ce "mariage public-privé" : "votre projet est évalué à 150 millions d'euros, dont plus de 70 % portés par le public".

Annoncée une semaine à l'avance par l'UD 77 de la CGT, la visite de Sarkozy à Fontainebleau (77) pour "défendre la santé", a mobilisé une petite centaine de personnes, principalement des sections CGT des différents hôpitaux de Seine-et-Marne, avec une représentation du PCF 77, du NPA

et du POI principalement. A noter la présence du syndicat Autonome, et celle, très discrète, de la CFDT -pour ceux qui les connaissent car ne portant même pas un badge- et, un comble, du PS.

Lors des dernières élections cantonales, la plupart des candidats PS annonçaient leur avis favorable à une fusion du privé et du public pour "arrondir les angles et permettre l'accès des soins à la population" et, dans la même foulée, des mesures sécuritaires supplémentaires. De vraies propositions de droite avec une étiquette soi-disant socialiste... Cela dit, cette discrète présence ne resta pas très longtemps à la manifestation, visiblement mal à l'aise, ce que l'on pourra aisément comprendre. Le syndicat SUD, pourtant majoritaire sur l'établissement, n'a pas jugé utile d'y participer, ce qui surprit le personnel.

Deux jours auparavant, le nouveau directeur du Centre Hospitalier de Fontainebleau avait émis une note de service se félicitant de la venue

de Sarkozy, "récompensant les efforts de chacun", sans se douter le moins du monde que la majorité des employés hospitaliers voient surtout dans la fusion avec le privé, l'avènement d'une médecine à deux vitesses et la fin du service public.

Quel bonheur ressenti par certains d'entre nous de constater que le chef de l'Etat n'a même pas pris la peine de s'arrêter au centre hospitalier, mais qu'il est allé par contre visiter la polyclinique se trouvant à 300 m, pour se rendre tout de suite après à un autre endroit de la ville pour animer une table ronde ! Un vrai mépris affiché du service public hospitalier, de ses employés... et un pied-de-nez à son nouveau directeur. Table ronde où aucun délégué du personnel ne fut convié, les invités étant triés sur le volet, et ceux appelés à prendre la parole étant les directeurs de cliniques des environs.

Un intérêt pour "défendre la santé" qui en dit long sur la politique mercantile de la santé du gouvernement. ★

●●● (suite de la p 9)

2 % pour tous, 1 % individuelle et 0,5 % de prise en charge de la cotisation prévoyance. La direction a dû rapidement remballer ses propositions et céder 90 euros sur les 100 exigés pour tous soit 6 %, et le paiement de toutes les heures de grève. De quoi donner des idées et donner du baume au cœur pour de nouvelles batailles contre la politique d'austérité.

Cefam Atlas Saintes (Charente-Maritime)

Grève gagnante des ouvriers de ce site spécialisé dans les plates-formes élévatrices pour les 4 %. La négociation salariale s'est tenue comme sur une plate-forme élévatrice : au premier tour de table, le patron met 1 %, la lutte faisant vérin hydraulique, il a dû mettre 1,8 % puis 2,5 où il semble vouloir bloquer. Unis pour faire payer leur dû alors qu'ils ont des salaires de misère, les ouvriers ont porté leurs exigences immédiates à 3,5 %.

TRW Longvic (Côte d'Or)

Grève gagnante pour les ouvriers de l'équipementier automobile spécialisé dans la direction hydraulique : 3 % avec effet rétroactif au 1^{er} janvier et une augmentation de la prime de panier. ★

Les luttes ouvrières sur le bassin de Lacq/chimie

Finorga Novasep à Mourenx (64)

L'intersyndicale CGT/FO/CFDT nous communique :

"L'intersyndicale de Finorga s'est mise en grève depuis le 8 avril 2011. Les employés contestent la politique de management agressive de la direction. La direction renoncerait ouvertement au plan social présenté en janvier 2011, suite à de graves difficultés annoncées du groupe Novasep.

En contrepartie, la direction engage de nouveau la stratégie des licenciements du personnel pour faute grave ou bien le recours aux ruptures conventionnelles.

Depuis le jeudi 7 avril 2011, six employés ont reçu des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

Le personnel poursuit le mouvement de grève et réclame le retrait immédiat des sanctions disciplinaires et le maintien des contrats intérimaires indispensables à la qualité de production et nécessaires au fonctionnement sécurisé du site." ★

Le capital tue !

Un inspecteur du travail, un militant engagé !



Luc Béal-Rainaldy, en discussion avec notre camarade Frank, sur un piquet de grève des travailleurs sans-papiers du 94.

Un inspecteur du travail qui se suicide sur son lieu de travail, qui plus est, un syndicaliste, c'est un cri social et politique. Luc Béal-Rainaldy était secrétaire national du syndicat des inspecteurs du travail affilié à la FSU. Il était particulièrement engagé dans le combat contre la remise en cause des missions de l'inspection du travail et pour la régularisation des travailleurs et travailleuses sans-papiers. Il représentait souvent la

FSU dans le collectif des "Onze". Il dénonçait notamment la volonté d'instrumentaliser les inspecteurs du travail dans la répression des travailleurs sans papiers, alors que la mission est de relever les infractions des employeurs.

Voici ce que nos camarades du 94, qui ont lutté à ses côtés sur plusieurs piquets, ont écrit. A sa compagne, à ses enfants, à ses collègues, nous présentons nos condoléances émues.

Luc s'est donné la mort.

Cette nouvelle terrible a secoué bon nombre de militants, ce mercredi 4 mai.

Il s'est suicidé au ministère du travail, où se trouve la permanence du syndicat du SNU-TEF-FSU, dont il était le secrétaire national. On connaît bien Luc, il a apporté son syndicat dans la lutte des travailleurs sans papiers pour leur régularisation. Il a été de toutes les grandes actions et il était là au quotidien, pendant plus de six mois, en 2008, sur le piquet de grève des Paristore et Métal couleur.

Il apportait son savoir-faire dans le montage des dossiers des prud'hommes.

Une bataille perdue par les employeurs, où l'Etat a dû lâcher les régularisations de ces ouvriers de la métallurgie et de ces employés de la grosse distribution. Nous, les militants du PCOF du 94, nous avons apprécié les capacités du militant et aimé l'homme.

Salut Luc, nous serons là pour accompagner tes enfants et ta compagne. ★

"A Rémy, pour demain"

Nous publions le témoignage d'un ami de France Télécom, à propos du suicide d'un de ses amis

"Perdre sa vie à la gagner" n'a plus cours en ces temps difficiles de régression sociale, c'est "perdre sa vie pour gagner sa dignité" que Rémy s'est immolé ce mardi 26 avril dans un service de FT à Mérignac Pichey, dans la banlieue de Bordeaux, le long d'une avenue sans âme à l'image de tous les services de cette grosse "machine à broyer" qu'est devenue France Télécom depuis sa privatisation.

Un ancien central téléphonique bunker des années 60 transformé en bureaux pour augmenter la rentabilité de l'entreprise SA groupe Orange.

De cette nouvelle idéologie qui considère tout comme des marchandises, France Télécom a fini, avec son appétit financier, par croire que les hommes et les femmes sont des biens mobiliers.

Il s'est donné la mort car il ne sup-

portait plus l'ambiance qui se veut "bon enfant" des sociétés anonymes, en contradiction avec sa formation de technicien perfectionniste au service du public, cette société anonyme, qui s'est au fil du temps transformée, avec les réformes successives, en serviteur servile du capital. Il ne l'a pas supporté.

A-t-il voulu faire comme Mohamed Bouazizi, dont le sacrifice avait donné le signal du mouvement en Tunisie ?

A-t-il voulu que son geste soit le début d'une révolte à FT ? C'est très possible car notre ami suivait l'actualité du monde qui l'entourait.

On peut discourir sur les causes multiples d'un suicide, surtout venant des agents psychologues mis en place par FT avec une formation courte ; celui de Rémy relève directement d'un geste politique, sans contestation possible.

Sinon, c'est faire fi des événements du monde qui structurent nos idées et nos actions. Sinon, c'est prendre les hommes et les femmes pour des machines écervelées au même titre que les bâtiments.

Le soixante-dixième (70) suicide sans compter les tentatives, les dépressions, les arrêts maladies pour, encore, nous faire croire que les choses se sont améliorées, que les grands chefs ont fait des efforts mais que les effets ne se font pas ressentir encore à la base. Voilà le discours des institutionnels et de leurs accompagnateurs. Le roi est mal entouré.

Il faudra bien que cela cesse ! Ouvrons les yeux et cessons de faire comme si.

Qui doit s'opposer à cette machine infernale ? Les marches silencieuses ?????

Perdre un collègue, c'est perdre une partie de notre histoire. Jusqu'à quand laisserons-nous le capital, par ses actionnaires et ses représentants, écrire la nôtre ? ★

Correspondance

Théâtre

La vie de Georges Wodli, communiste, syndicaliste cheminot et résistant

Le "Théâtre l'Autre Sentier" a présenté récemment une pièce sur la vie de Georges Wodli, communiste, syndicaliste cheminot et résistant alsacien. La pièce raconte l'histoire de ce militant, torturé et exécuté par la Gestapo en 1943 à Strasbourg, ainsi que celle de son époque. Un morceau d'histoire d'Alsace entre les deux guerres : la révolution russe, la révolte des soldats allemands pendant la Première Guerre ; les soviets de soldats, allemands et alsaciens (l'Alsace

faisant partie du Reich à cette époque) ; la République des Conseils de Strasbourg (soviets paysans et soldats) ; la lutte des notables et de l'église alsacienne contre les révolutionnaires et les soviets ; l'appel de la bourgeoisie alsacienne à l'armée française pour écraser le mouvement et pour le rattachement à la France (à Strasbourg, la rue du 22 novembre "commémore" l'entrée des troupes françaises dans la ville pour écraser la République des Conseils) ; et la lutte contre le nazisme, celle de la population, celle des cheminots, celle des communistes. Tout cela était ponctué de musique et de chants d'époque ; des chants révolutionnaires et de lutte, que fredonnait plus d'un spectateur dans la salle. Cette pièce de théâtre était interprétée par un groupe d'acteurs

amateurs, dont la plupart sont militants associatifs ou syndicaux, sous la houlette d'un metteur en scène soucieux de retracer un pan de cette histoire de notre région, méconnue par beaucoup et surtout passée sous silence. Le style de ce spectacle renouait avec le théâtre populaire et militant, "documentaire" et pédagogique, avec des scènes "brechtiennes". Il a sans doute étonné plus d'un spectateur, surtout parmi les plus jeunes, peu habitués à voir ce genre de pièces. Mais ce fut pour beaucoup un moment d'émotion, de partage et de plaisir. Une page d'histoire à voir non seulement pour conserver la mémoire mais aussi en tirant des leçons pour aujourd'hui et pour demain. ★



Correspondance Deux des acteurs de la pièce

A noter :

La pièce sera présentée lors du Festival OFF d'Avignon 2011 : du 26 au 29 juillet, à 18 heures, au théâtre de la Rotonde.

Jean Ortiz, un écrivain à découvrir

Nous avons reçu à Artix (64) Jean Ortiz, qui accompagnait deux chiliens du village de Caimanes. Il venait présenter le film qu'il a fait sur leurs luttes contre la multinationale La Minera.

Tout d'abord, parlons de Jean Ortiz, professeur à l'Université de lettres de Pau, fils et petit-fils de républicains espagnols, dont la famille a payé un très lourd tribut en fusillés dans la lutte pour la liberté et le socialisme. Il signe en outre de nombreux articles dans *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique*, *L'Humanité*, et il est le président et la cheville ouvrière de *Cultura America*.

En voyage au Chili, il découvre un village dont les habitants mènent une lutte dure (onze d'entre eux, dont trois femmes, viennent de mener une grève de la faim de 81 jours !). Ils mènent cette lutte sans aucune aide de parti, ni d'organisation, sans même que le gouvernement "de gauche" du Chili n'intervienne, face à la multinationale Luksic Group, à capitaux chiliens et japonais, dénommée La Minera, et qui a installé la plus grande poubelle chimique d'Amérique du Sud, entre deux massifs de la cordillère des Andes, dans la province de Choapa (le site, sans doute classé à hauts risques, apparaît masqué sur Google Earth).

La décharge contamine dramatiquement le sol et le sous-sol, les nappes phréatiques, et met en péril l'existence même, la vie, des habitants du village ainsi que de la région environnante. Ensuite parlent Juan Villalobos et Juan Ruiz, les deux représentants de ce courageux village, anciens grévistes de la faim et qui en portent toujours des séquelles physiques. Ils

nous indiquent que "mille huit cents tonnes de déchets chimiques sont déversées chaque jour. L'eau que nous buvons est jaune et les récipients qui la font bouillir deviennent verts, à cause de l'arsenic, du plomb et des autres métaux lourds qu'utilise la société. Un jour, en quelques secondes, le village de Caimanes sera rayé de la carte".

Jean Ortiz et Dominique Gantia ont tourné ce documentaire qui est visible sur internet : "Depuis la plus grande poubelle chimique d'Amérique latine - les blocs ..." <http://blog.mondediplo.net>.

Il faut le voir, il prend aux tripes. Il démontre la collusion entre les pouvoirs corrompus, y compris socio-démocrates, et les multinationales, pour lesquels ni la justice ni la vie des populations ne comptent devant l'appât du gain. Et ne parlons pas d'écologie ni de planète verte, évidemment ! Il faut soutenir cette lutte, justement parce qu'elle est isolée, cachée à tout prix. Ce reportage accompli par Jean Ortiz nous

amène à examiner de plus près tout son travail en faveur de la mémoire pour la République espagnole, de son soutien aux peuples d'Amérique centrale et du sud, en lutte face à l'impérialisme, en particulier américain. Il est communiste jusqu'au fond de ses artères dans lesquelles coule le sang le plus rouge qui soit. ★

Correspondance



A lire, de Jean Ortiz et ses collaborateurs

- Che, plus que jamais.
- De Bolivar aux libertadores d'aujourd'hui, L'Amérique latine insoumise.

A Atlantica Séguier Editions
18 allée Marie Politzer
64200 BIARRITZ
www.atlantica.fr

Un bateau pour Gaza

UN BATEAU FRANÇAIS POUR GAZA

Vendredi 06 Mai
Marché des 4 chemins - Colombes

Samedi 07 Mai
Matin, marché de Cergy - St Christophe
15h30 Centre ville - Argenteuil
20h30 Salle St Just - Argenteuil

Dimanche 08 Mai
Marché Héloïse - Argenteuil

SOUTENEZ LE PEUPLE PALESTINIEN

→ DÉNONCER ET BRISER LE SIÈGE ISRAËLIEN DE GAZA
→ PRÉVENIR ET FAIRE RESPECTER LE DROIT INTERNATIONAL
→ RÉPONDRE À LA CRISE HUMANITAIRE

Cette campagne pour dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza prend de l'ampleur. Comme à Argenteuil, de nombreuses soirées de solidarité et de collecte de fonds sont organisées. Venez apporter votre soutien !

Schengen, l'UE et la Libye

La signature en 1990 de la Convention de Schengen, mise en application dès 1995 par un certain nombre d'Etats, dont la France, avait suscité une forte opposition des forces progressistes dans tous les pays et y compris chez nous. Cette convention, en effet, établissait un mur non matériel, mais pourtant bien réel, entre les citoyens des pays de l'Union européenne et les autres.

Le "passeport Schengen" devenait le sésame inaccessible pour une très grande partie des citoyens des pays dits "du sud", notamment de tous les candidats à l'exil. Le caractère xénophobe de cette convention avait été dénoncé et continue de l'être. Avec le traité d'Amsterdam (1997), puis celui de Lisbonne (2007), ce sont les volets "coopération judiciaire et policière" qui seront développés, avec la mise en commun des politiques de visa et en matière d'immigration, les deux dans un sens toujours plus restrictifs. Ce sont des aspects réactionnaires de cette Union européenne que nous avons nous même dénoncés depuis le début.

Pour faire passer Schengen aux yeux du grand public et notamment de la jeunesse, les promoteurs de cet accord avait surtout mis en avant le pendant de ce véritable cordon sanitaire entre l'UE et le reste du monde. Les citoyens européens et les détenteurs du visa Schengen auraient le droit de circuler librement dans tous les pays signataires de la convention ! Plus de frontières...à l'intérieur de l'Europe.

Pour aider à contrôler encore davantage les flux migratoires, car, comme la réalité le prouve tous les jours, il est difficile d'arrêter un homme qui n'a plus rien à perdre, l'UE avait même conclu des accords avec la Libye pour lui sous-traiter le contrôle des flux migratoires venus d'Afrique. Cette disposition faisait partie des tractations qui allaient permettre à la Libye de Kadhafi non seulement de revenir dans la liste des Etats fréquentables mais en plus, de devenir un partenaire de l'UE !

Or, voilà qu'une partie du peuple Libyen, à la suite du peuple Tunisien et Egyptien, s'est levé contre le régime du colonel Kadhafi et que la France (et d'autres) ont trouvé là l'occasion de se débarrasser d'un partenaire trop exigeant et peu fiable. (Voir notre analyse dans les articles consacrés à l'intervention militaire française en Libye).

C'est dans ce contexte qu'intervient la démarche de Silvio Berlusconi et de Nicolas Sarkozy pour demander un aménagement de Schengen.

La fin de la libre circulation des per-

sonnes dans l'espace Schengen, disposition phare de la convention est morte.

Cette adaptation d'une convention européenne à des intérêts conjoncturels, ou du moins aux intérêts de certains de ses membres, montre la valeur de ces textes sur lesquels l'UE est prête à revenir pour garder un semblant de cohésion. Elle est également caractéristique du caractère réactionnaire de cette union.

Les immigrés tunisiens pris dans la surenchère

Le contrôle musclé des frontières qu'exerçait le régime du colonel n'existe plus ! Les candidats à l'exil voyant là une opportunité de fuir, s'entassaient sur des embarcations, en espérant gagner l'île de Lampedusa, pour, pouvoir gagner l'Europe. Les images de ces réfugiés, tout d'abord accueillis par la population de l'île, vont saturer les médias, qui vont très vite parler de "vagues d'immigration" qui menaceraient de déferler.

Les immigrés tunisiens enjeu d'une surenchère entre la droite et l'extrême droite

Début janvier, on a vu affluer, plus nombreux que d'habitude, des immigrés Tunisiens sur l'île Italienne de Lampedusa. Plutôt bien accueillis par la population locale, ils ont été pris en charge par les autorités qui ont ensuite décidé de leur accorder un permis de séjour de six mois. Ce permis, en l'état du droit communautaire, leur permettait donc de circuler librement dans l'espace Schengen.

Berlusconi, en proie à des démêlés toujours plus inextricables avec la justice et une perte de crédibilité électorale, va s'emparer de cette question pour faire pression sur les gouvernements de l'UE, notamment sur le gouvernement français, pour leur demander de "partager le fardeau". Vis à vis de la France, c'est aussi pour lui une occasion de polémiquer, au moment où des monopoles français voulaient prendre le contrôle de grande entreprises italiennes. Un peu de surenchère nationaliste fait aussi partie des tractations politiques et économiques et des manœuvres pour essayer de regagner des voix à droite et au sein du patronat italien.

La réaction de la police de Sarkozy-Guéant ne s'est pas fait attendre : envoi de milliers de CRS à la frontière,

arrestations des Tunisiens, gares transformées en postes de police, interpellations, placement en centres de rétention, reconduites à la frontière, le tout sur fond de campagne réactionnaire contre l'immigration, "illégale" mais, chose nouvelle, aussi "légale".

Les refoulements vers l'Italie se multiplient, sous le prétexte que le fait d'être en possession d'un visa Schengen valable ne confère pas un droit d'entrée irrévocable. L'entrée n'est autorisée que si le voyageur satisfait aux autres conditions mises en place par l'Accord de Schengen en matière d'accès au territoire, en particulier les moyens de subsistance dont doit disposer le voyageur, de même que le but et les conditions de son séjour.

L'acharnement des autorités françaises contre les immigrants tunisiens n'est pas sans rapport avec l'attitude du gouvernement Sarkozy vis à vis du processus révolutionnaire en cours en Tunisie. La chute de Ben Ali a été un revers dur à digérer pour le gouvernement français, ami et allié indéfectible et jusqu'au bout du clan Ben Ali. Mais il y a aussi le contexte préélectoral et à la surenchère que se livrent sur le terrain de l'immigration Marine Le Pen et Sarkozy.

En effet, que de bruit et d'agitation pour à peine plus de 20 000 migrants ! Mais cette question, la droite et l'extrême droite ont décidé d'en faire un thème de campagne. Le question des immigrés Tunisiens devenait donc un enjeu dans cette escalade réactionnaire.

Marine Le Pen a fait le déplacement à Lampedusa, en mars dernier, opération très médiatisée. Accompagnée d'un représentant italien de la Ligue du Nord, elle est venue constater sur place le flux migratoire et dénoncer l'Union européenne. Elle était aussi, conformément au nouveau ton du front national, venue assurer les immigrés tunisiens, de sa compassion : "J'ai beaucoup de compassion pour vous, j'ai aussi du cœur, mais l'Europe n'a pas la capacité de vous accueillir".

Sarkozy, lui, est allé en avril négocier directement avec Berlusconi et a obtenu de l'Union Européenne l'aménagement des accords sur la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'espace communautaire, rétablissant, dans certaines conditions, le contrôle des Etats à leurs frontières.

Le Front National agite le chiffon rouge de l'invasion étrangère et de l'incapacité de l'UE à y répondre ; la droite au pouvoir, elle, obtient de la commission européenne l'aménagement des accords de Schengen ! ★

Non aux de la

Depuis le 19 mars, des missiles, puis des bombes larguées par des avions, frappent la Libye. Sarkozy tenait à ce que des avions français soient les premiers à bombarder des positions de l'armée libyenne. De la même façon qu'il a été le premier chef d'Etat à reconnaître le "conseil national de transition", comme unique représentant du peuple libyen !

Plus d'un mois s'est écoulé depuis le début des frappes aériennes. Devant "l'enlèvement" qui se dessine, les va-t-en-guerres impérialistes n'hésitent plus à demander un engagement des troupes sur le sol libyen pour se débarrasser de Kadhafi. Les dirigeants français, britanniques et étasuniens n'ont d'ailleurs pas attendu un éventuel feu vert de l'Onu pour envoyer des "conseillers" auprès des insurgés, mais aussi pour "sécuriser" les puits de pétrole.

Cette guerre qui ne dit pas son nom est une guerre impérialiste qui se mène sous de faux prétextes de "soutien à la révolution libyenne" ou de "protection des populations civiles". Elle est menée par l'Otan qui met en application son "nouveau concept stratégique" dans une région qui connaît des soulèvements populaires, des révoltes, des manifestations, contre des régimes dictatoriaux. Rien que cela, devrait faire réfléchir sur les motivations des dirigeants des grandes puissances qui ont poussé à cette guerre.

Mais cette appréciation n'est pas partagée, en France, par toutes les forces qui se réclament de la gauche. Certains nous disent qu'ils sont conscients du fait que les grandes puissances agissent pour leurs intérêts, mais qu'avant tout, il faudrait se débarrasser de Kadhafi et qu'on ne peut pas laisser les insurgés « seuls », face à un tel dictateur. Ils oublient les leçons des guerres d'Irak et

Palestine : Un pas

Le mercredi 4 mai 2011, au Caire, les deux principales organisations palestiniennes, le Hamas et le Fatah, ont signé un accord de réconciliation, mettant fin à près de quatre années de luttes fratricides. Paraphé par les autres forces palestiniennes, le Djihad islamique, le Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP), et le Parti du peuple palestinien (ex-communiste), l'accord prévoit la formation d'un gouvernement intérimaire, et la tenue d'élections présidentielle et législative d'ici un an.

Parrainé par le nouveau pouvoir égyptien, trois mois après le renversement de Moubarak, celui-ci affirme ainsi la nouvelle orientation de sa politique internationale. Il exige d'ores et déjà d'Israël le respect des accords entre les deux pays, et s'est engagé à ouvrir de façon permanente le point de passage de Rafah à la frontière égyptienne pour permettre la libre circulation des Palestiniens. Cet accord a été accueilli avec joie à Gaza et dans les territoires palestiniens occupés, mais aussi en

bombardements Libye

d'Afghanistan, menées elles aussi au nom de la défense de la démocratie. Ils oublient les opérations de diabolisation de la "troisième armée du monde" de Saddam Hussein. Ils oublient l'opération d'intoxication médiatique planétaire sur ses "armes de destruction massive" et sur ses "liens avec Al Qaida".

Dans les guerres actuelles, les puissances impérialistes accordent une grande importance à la bataille idéologique pour, sinon gagner, du moins neutraliser la conscience des peuples. C'est ce que les Sarkozy, Cameron et Obama ont entrepris, eux qui sont contestés dans leur propre pays pour les guerres qu'ils mènent, notamment en Afghanistan. Ils jouent sur la dramatisation, sur une présentation simpliste et caricaturale de la situation - être "pour" ou "contre" Kadhafi - et promettent toujours de respecter les termes des résolutions de l'Onu. Ils se retranchent derrière "les pays arabes" qui auraient demandé l'intervention militaire - mais qui sont de plus en plus nombreux à la critiquer - et promettent que tout ira vite, qu'il ne s'agit que de frappes aériennes, surtout pas de combats au sol... Et que les armadas s'en iront dès que la démocratie sera possible.

Mensonges, qui évoluent au gré des événements et de la constatation de cette guerre qui grandit.

Plusieurs Etats, dont certains sont membres du conseil de sécurité, dénoncent les "interprétations" faites par la France, le Royaume Uni et les USA de la résolution. Certes, la Chine et la Russie, seraient plus crédibles, s'ils avaient émis un veto à cette fameuse résolution. Ils se sont contentés de s'abstenir. Nous

refusons de croire qu'ils aient été "trompés" et qu'ils ignoraient les implications de ce texte qui ouvrait la porte aux bombardements, et pas seulement au contrôle de l'espace aérien, et qui n'excluait pas explicitement le renversement du régime de Kadhafi. D'ailleurs, dès le 28 mars, Sarkozy et Cameron formulaient ensemble cet objectif, qui a été appuyé par Obama le 15 avril, dans un texte commun paru dans plusieurs quotidiens.

Ceci dit, les déclarations actuelles de Pékin et de Moscou, contribuent à isoler les va-t-en-guerre.

La politique criminelle des va-t-en-guerre

Le premier crime des grandes puissances vis-à-vis du peuple libyen, c'est d'avoir poussé les insurgés à se lancer dans une confrontation militaire avec le régime de Kadhafi qui n'en n'attendait pas moins. Alors que tous les responsables militaires savent qu'une insurrection populaire, qui plus est, peu préparée et localisée, n'a guère de chance de triompher dans une confrontation en terrain découvert avec une armée équipée. Le mode d'action militaire d'une insurrection, c'est la guérilla. Et pour passer à ce stade, il faut une organisation, des armes ; il faut que le camp populaire soit prêt et surtout que le régime soit suffisamment affaibli et isolé.

Faut-il voir, dans ce choix, la responsabilité de généraux passés à la rébellion ?

Et que dire de ceux qui se présentent

comme les chefs du "conseil national de transition", qui écartent toute solution politique, faisant du départ de Kadhafi une exigence absolue. Ne voient ils pas qu'une partie de la population soutient encore ce régime et que la grande masse reste en dehors de cette guerre, essayant de survivre aux bombardements, aussi bien ceux des forces de Kadhafi que ceux de l'Otan ?

Si Kadhafi tombe sous les coups portés par la coalition impérialiste, ceux qui accéderont au pouvoir, n'auront rien à refuser à cette dernière. Elles disposeront alors d'une tête de pont dans cette région contre les peuples -notamment le peuple Tunisien-qui se battent pour leur émancipation, pour arracher des libertés démocratiques et pour leurs immenses exigences sociales.

Sur la position de l'impérialisme US

Si, dans un premier temps, Obama a semblé à l'offensive pour "soutenir" du moins verbalement les mouvements des peuples arabes, notamment en Tunisie et en Egypte, il a été plus prudent sur la question de la Libye.

L'administration Obama a hésité entre une position "de force", impliquant une intervention militaire US et un soutien à la volonté d'en découdre affiché par Sarkozy. Plusieurs considérations semblent avoir été prises en compte pour définir le niveau d'engagement de l'armée US, pourtant fortement présente en Méditerranée.

D'une part, les services de renseignement US ont alerté sur les risques militaires d'un engagement. Ils ont mis en avant l'impréparation des insurgés, la puissance de feu de l'armée libyenne et la cohésion de ses responsables, autour de Kadhafi. Des conseillers politiques ont mis en avant les risques d'une "troisième guerre contre un pays musulman", un argument auquel Obama a dû

être sensible. A cela s'ajoute le fait que si les intérêts économiques et géostratégiques US dans cette région sont importants, le centre de gravité de sa stratégie mondiale se situe davantage en Asie, avec son obsession de contrer la puissance montante de la Chine. Or, dans cette zone, un allié important, à savoir l'impérialisme japonais, est en difficulté, et pour longtemps. Cela est dû aux conséquences cumulées du tremblement de terre, suivi du tsunami et de l'accident dans la centrale nucléaire de Fukushima.

L'activisme de Sarkozy et de Cameron ont offert à l'administration Obama et à l'état-major du Pentagone, une occasion de mettre en œuvre la politique du "partage du fardeau" en matière de défense du système impérialiste. "Après tout, nos alliés français et britanniques sont directement concernés par ce qui se passe dans les pays du Maghreb, et s'ils veulent entrer en guerre en Libye, qu'ils le fassent et en assument tous les frais". C'est, en substance, ce que les responsables de Washington ont dû se dire.

D'où la mise à disposition de la logistique US dans la Méditerranée, qui est en même temps celle de l'Otan, pour garder le contrôle général des opérations, et le feu vert donné à l'impérialisme français et britannique pour mener les frappes. C'est le "partage du fardeau" réclamé avec insistance par les dirigeants étasuniens, à des gouvernements alliés qui, pour des raisons liées aux politiques de réduction des budgets, ont diminué leurs contributions à l'Otan, l'instrument militaire au service du système impérialiste. ★

Non à la guerre impérialiste en Libye
Retrait de la France de l'Otan
Dissolution de l'Otan
Solidarité internationale avec les peuples qui luttent pour leur émancipation, pour la démocratie et le progrès social.

Accord de réconciliation Hamas-Fatah

important vers l'unité du peuple palestinien

Egypte et dans l'ensemble des pays arabes. Des milliers de Palestiniens sont sortis dans la rue célébrer la fin d'une "page noire" de leur histoire. Comme lors des mouvements populaires dans les autres pays arabes, les jeunes Palestiniens ont joué un rôle important, mobilisant et organisant des rassemblements de dizaines de milliers de personnes via les réseaux sociaux depuis la mi-mars.

Il est clair que la révolution tunisienne, puis le mouvement populaire en Egypte et ceux en cours dans l'ensemble des pays arabes, ont eu des répercussions importantes au sein de la population palestinienne et ont pesé lourd dans la décision des deux principales composantes politiques palestiniennes. Celles-ci ne pouvaient continuer à s'affronter et rester en dehors de cette formidable aspiration des peuples à la liberté et à la démocratie, ni continuer d'ignorer la volonté d'unité du peuple palestinien.

Nous saluons la prise en compte des dirigeants

palestiniens de la profonde aspiration de leur peuple à l'unité. Avec le peuple palestinien et l'ensemble des forces progressistes, nous nous réjouissons de cet accord qui constitue un pas important dans la reconstruction de l'unité palestinienne et saluons cette décision si importante pour l'avenir du peuple palestinien et de l'ensemble des peuples de la région. Pour le gouvernement israélien en revanche, cet accord constitue selon Netanyahu, un "coup dur pour la paix et une grande victoire pour le terrorisme". Le développement des mouvements populaires dans les pays arabes voisins, d'abord en Egypte, aujourd'hui en Syrie, est une grande source d'inquiétude pour les dirigeants israéliens, qui multiplient les provocations en prétendant empêcher les Palestiniens de commémorer la Naqba (la "Catastrophe", marquant l'expulsion des Palestiniens en 1948), le 15 mai ou en décidant en toute illégalité d'interrompre les transferts des taxes dues aux Palestiniens.

Mais la principale source d'inquiétude à venir pour les dirigeants israéliens, c'est le vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur la création d'un Etat palestinien indépendant, prévue en septembre.

Si les Etats-Unis et l'Union européenne se sont jusque-là prononcés contre, la nouvelle donne dans la région pourrait conduire les deux principaux alliés d'Israël à revoir leurs positions. Déjà, au sein de l'Union européenne, le consensus n'est plus de mise et les "amis" de toujours, tels la Grande-Bretagne ou la France, commencent à prendre leurs distances. La Grande-Bretagne a jugé cet accord "intéressant" et la France, à travers Nicolas Sarkozy, se dit "prête à prendre ses responsabilités sur la question centrale de la reconnaissance de l'Etat palestinien si le processus de paix est toujours au point mort en septembre". L'exigence de la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien dans les frontières de 67 est plus que jamais à l'ordre du jour et un

pas dans la lutte pour la reconnaissance des droits nationaux effectifs du peuple palestinien.

Notre parti la soutient et appuie toutes les initiatives qui seront prises pour faire monter et imposer cette exigence. ★

15 Mai 2011 -
Commémoration de la Naqba
La Palestine au cœur des révolutions du monde arabe

Manifestation Dimanche
15 mai à Paris
15h - Place de la République
A l'appel de l'Inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe et le soutien de nombreuses organisations dont notre Parti

Tunisie : annulons la dette

J eudi 5 mai, la police a violemment dispersé une manifestation de quelques centaines de jeunes à Tunis. La violence de la répression rappelle de mauvais souvenirs, d'autant que la police était un pilier de la dictature et qu'elle n'a pas été épurée. Des rumeurs de coup d'État circulent. Le premier ministre, Béji Essebsi, dit que "la Tunisie a besoin de tous ses enfants" et multiplie les appels à "mettre fin au chaos", visant explicitement les mouvements qui luttent pour poursuivre le processus révolutionnaire, les mouvements de grève des travailleurs qui veulent des changements concrets en leur faveur.

Dans ce contexte de tension et de retour inquiétant à la répression policière, nous avons fait le point avec un camarade du PCOT.

Le gouvernement tunisien revient sur des mesures progressistes qu'il avait annoncées. Par exemple, sur l'interdiction de l'ancien parti de Ben Ali, le RCD, et sur l'interdiction faite aux anciens militants de se présenter aux élections, le gouvernement veut assouplir les règles. Alors que la Haute instance (1) proposait que toute personne ayant occupé un poste entre 1987 et 2011 soit interdite d'élections, le premier ministre a finalement choisi de la limiter à dix ans (2001-2011).

Il en est de même pour la dissolution de la police politique, une exigence forte de la révolution tunisienne. Dans l'administration, les responsables de l'ancien régime ne sont pas écartés. De même dans les grands médias.

Dans le domaine de la justice, le gouvernement a reconnu de façon expresse une association de magistrats, dans le but évident d'essayer de marginaliser l'Association des magistrats tunisiens qui a joué un rôle important dans le combat contre la dictature Ben Ali. Il y a surtout la volonté du gouvernement de faire passer le projet d'élection des membres de l'Assemblée Constituante le 24 juillet prochain. Comme le dénonce le Front du 14 janvier, les délais pour une campagne politique sérieuse sont trop courts. Si cette date est maintenue, le débat sur les programmes, sur les choix économiques et sociaux, seront escamotés. De plus, cette date tombe en pleine période de vacances et de fortes chaleurs. L'activité est réduite en juillet. De plus, la période du ramadan commence début août, ce qui fait que les familles seront occupées par les préparatifs.

Pour toutes ces raisons, le Front et le PCOT qui en fait partie, font campagne pour le report de la date de cette élection. C'est une bataille difficile, car beaucoup de partis qui veulent participer aux élections, ont intérêt à ne pas dire clairement quelles sont leurs orientations, leurs propositions...

C'est évidemment le cas des forces de la réaction, des anciens RCD, dont plusieurs responsables ont créé des partis. Mais c'est aussi le cas d'autres organisations qui maintiennent des ambiguïtés sur leurs objectifs.

Parmi ces forces, il y a le parti islamiste qui fait un gros travail d'implantation. Les responsables du parti islamiste multiplient les déclarations qui se veulent rassurantes, notamment dans le domaine du respect des libertés, du caractère laïc de l'État.

C'est une question complexe, dans un pays comme la Tunisie, où la religion occupe une place importante.

Il s'agit d'être vigilant, sans tomber dans des positions qui font de ce parti, qui a une base sociale réelle, l'ennemi à combattre.

C'est d'ailleurs un point de divergence avec certaines organisations de gauche qui ont tendance à se focaliser sur cette question, sans l'aborder de façon politique, à savoir comme une confrontation de positions politiques, sociales, économiques...

Tout en menant campagne pour le report des élections à la Constituante, le PCOT s'y prépare aussi.

Depuis sa légalisation, il a ouvert des locaux dans une vingtaine de villes, notamment à Tunis. Il a engagé une série de meetings publics dans toutes les régions, notamment à Sidi Bouzid, où quelque 800 personnes sont venues pour écouter les interventions des porte-parole du PCOT et leur poser des questions sur ses objectifs. L'accueil à Gafsa, Kasrine, Tala, a été tout aussi chaleureux.

Le site du parti (www.albadil.org) est très visité.

Une situation sociale faite de grèves et de mobilisations

Les mobilisations des travailleurs n'ont jamais cessé depuis le début du processus révolutionnaire. La grève des salariés de Carrefour, à Tunis, qui luttaient pour des augmentations de salaires, a été un peu médiatisée au niveau international, mais les mouvements continuent dans le secteur public comme dans le privé.

Ainsi, les éboueurs de Tunis se sont mis en grève pour le respect des engagements qu'avait pris le gouvernement Ghannouchi à leur égard, mais pas appliqués, à savoir la titularisation de tous les salariés, notamment des intérimaires. C'est une grève contre la précarité qui caractérise la situation des travailleurs et des travailleuses de Tunisie. Certains ont critiqué cette grève, comme étant une "marque d'égoïsme" de la part des travailleurs. D'autres les attaquent en disant qu'ils mettent en danger l'économie du pays... Le PCOT a été le seul parti à

prendre publiquement la défense de ces travailleurs. En effet, le processus révolutionnaire ne peut triompher que s'il a le soutien de la classe ouvrière et des masses travailleuses, des diplômés chômeurs, de la masse des paysans pauvres, des pauvres des villes, notamment en province. Le soutien de ces couches est indispensable, car le pro-

cessus révolutionnaire doit se faire pour elles, pour leurs intérêts. Pour cela, il faut satisfaire les exigences sociales criantes, il faut chasser les "anciens" RCD toujours à la tête des entreprises et des administrations. Comme l'a dit le camarade Hamma lors de la conférence de presse donnée à Tunis et comme il le répète dans chaque meeting, "on ne peut construire une économie nationale sans que les richesses du pays soient entre les mains du peuple", sans que les secteurs stratégiques soient nationalisés et qu'ils soient gérés de façon démocratique. Il est souvent obligé de préciser, pour couper court à la propagande réactionnaire "contre les communistes", que ni les maisons, ni les autos ne seront concernées.



Le 7 mai, les Tunisiens manifestent toujours pour leurs exigences sociales

Le PCOT milite pour l'annulation pure et simple de cette dette et exige, dans un premier temps, que son paiement soit suspendu durant deux ou trois ans, de façon à desserrer cet étai. Cette exigence est reprise par de nombreuses organisations, tant en Tunisie qu'au niveau international.

Notre parti soutient cette revendication, d'autant que les banques françaises détiennent une partie de cette dette. Elles savaient qu'elles prêtaient à un régime dictatorial, corrompu : elles n'ont pas à être en plus remboursées pour cette turpitude.

Mener campagne pour l'annulation de la dette tunisienne, c'est contribuer à desserrer le carcan que la réaction intérieure, alliée des puissances impérialistes, essaie d'imposer au peuple et à la classe ouvrière tunisienne. ★

Suspension du paiement de la dette

Pour que le processus révolutionnaire puisse faire face aux immenses attentes sociales, démocratiques et politiques, il faut briser le carcan de la dette.

En effet, le régime Ben Ali a accumulé les dettes, en empruntant massivement auprès des banques, des marchés internationaux, etc. Une grande partie de ces emprunts ont tout simplement servi à enrichir ce régime prédateur et n'ont absolument pas servi à développer l'économie du pays. Le 15 janvier, le gouverneur de la banque centrale tunisienne déclarait vouloir payer 577 millions d'Euros, sortis du budget de l'État, pour payer les intérêts de la dette publique. Ce "benaliste" de la première heure, maintenu en poste par

Notes

(1) La haute instance, ou "instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique" a été mise en place par le gouvernement provisoire d'Essebsi. Celui-ci a désigné les 140 membres, écartant des représentants de partis d'opposition, tel le PCOT. Cette instance est notamment chargée d'organiser les élections à la constituante. Sa création relève des anciennes méthodes de "l'ancien régime totalitaire : bureaucratique, pyramidal et unilatéral". Un de ses objectifs est de "discréditer le Conseil national de protection de la révolution en récupérant certains de ses éléments afin de le faire implorer". Le Front du 14 janvier en conclut : "nous dénonçons la mise en place de cette instance, dans sa composition, ses missions et son mode d'organisation, et ses objectifs."

Assassinat de Ben Laden

La liquidation de Ben Laden au Pakistan, par un commando de l'armée US, est un assassinat planifié. Ben Laden a servi de prétexte à une guerre "sans fin" en Afghanistan, puis en Irak, alors que des responsables US disent aujourd'hui qu'il y a moins d'une centaine de combattant d'El Qaida en Afghanistan.

La mise en scène de cette opération menée par un service spécial qui coûterait un milliard de dollars par an, est sans cesse revue. D'un "palais", on est passé à une simple résidence, des combats qui "auraient mis en danger la vie" de ces soldats tueurs professionnels, on est passé à une exécution d'un homme non armé, entouré d'hommes, de femmes et d'enfants, non armés. Obama a gagné des points dans les sondages : des ténors de l'opposition républicaine ont salué sa détermination, tout en réclamant une part de la "victoire". Ils revendiquent une reconnaissance de leur contribution à cette exécution, car c'est grâce aux tortures infligées à des prisonniers, à Bagram, à Guantanamo..., décidée par l'administration Bush, que la piste menant à cette maison située près de la capitale du Pakistan aurait été découverte.

Il ne manquait plus que la photo montrant Obama et Bush côte à côte pour célébrer l'unité nationale autour de la "fierté retrouvée". Mais la campagne pour les prochaines élections présidentielles a déjà commencé, et il n'est pas productif pour Obama de s'afficher à côté de celui qui reste un criminel de guerre non inculpé.

En désignant Ben Laden du nom de code de Geronimo, les responsables politiques et militaires de l'impérialisme US ont insulté une nouvelle fois le peuple indien et un "des plus grands symboles de la résistance amérindienne dans l'histoire des Etats-Unis", comme le dit une tribu apache d'Oklahoma. Des vétérans, anciens combattants amérindiens disent, quant à eux que "c'est la chose la plus raciste qu'il nous soit jamais arrivée".

Il faut avoir un esprit colonialiste, raciste et être d'une inculture crasse, pour donner un tel nom de code ! Les versions contradictoires sur l'identification du corps, sur les photos qui ne seront pas publiées - du moins pas pour le moment - et l'immersion du corps en pleine mer, alimentent la colère, les incompréhensions, et finalement les rumeurs qui contestent la réalité de cet assassinat.

Les autorités pakistanaises sont montrées du doigt : elles sont accusées d'avoir couvert la présence de Ben Laden qui remonterait à plusieurs années.

Et les mises en garde contre des attentats terroristes pour venger cette mort se multiplient, notamment dans les pays où les gouvernements ont engagé des troupes en Afghanistan. Autrement dit, mort ou vivant, Ben Laden continue à servir de prétexte à la "guerre contre le terrorisme", aux mesures antidémocratiques de contrôle et de surveillance. D'ailleurs, les responsables de l'Otan ont déjà annoncé qu'il n'était pas question de quitter l'Afghanistan.

Une opinion qui n'est pas partagée par bon nombre d'Américains qui croient que la disparition de "l'ennemi public numéro un" va entraîner le retrait des forces US.

Sarkozy, Merkel, Cameron, ont tenu à réaffirmer leur engagement à "rester" en Afghanistan, malgré l'opposition d'une grande partie de l'opinion publique de leur pays.

Cela veut dire qu'il faut poursuivre la campagne pour le retrait des troupes françaises et celles de l'Otan d'Afghanistan. C'est un des objectifs du collectif "Non à l'Otan, non à la guerre d'Afghanistan" auquel participe notre parti. Le "quatre-pages" qu'il a publié sur cette guerre reste totalement d'actualité. ★

Burkina Faso ●●●

(Suite de la p. 16)

les factures d'électricité jusqu'à fin Juin 2011. Il a également annoncé la garantie des franchises universitaires avec le retrait de la Police spéciale des universités, le respect des libertés démocratiques et syndicales, le jugement du dossier du jeune Justin Zongo (mort le 22 février, victime de mauvais traitements policiers) ainsi que de tous les dossiers pendants, des mesures énergiques dans le cadre de la lutte contre la fraude et la corruption...

Un des éléments importants de la situation, c'est la participation des petits commerçants au mouvement de contestation populaire : il sont désormais de toutes les manifestations.

Quant à la jeunesse, elle confirme un engagement massif et déterminé : "Le mercredi 4 mai 2011, les élèves de Ouahigouya sont sortis dans la rue pour réclamer une fois de plus vérité et justice pour leur camarade décédé, Justin Zongo. Au cours de leur manifestation, ils ont sérieusement per-

turbé la circulation, contraint commerces et banques à fermer et tenté d'incendier à nouveau le siège du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP parti au pouvoir)" pouvait-on lire, par exemple, dans l'édition du 5 mai du journal burkinabé *Le Pays*. Les organisations étudiantes et lycéennes, ainsi que l'Organisation Démocratique de la Jeunesse, sont très actives pour organiser la révolte d'une jeunesse qui n'en peut plus du pouvoir corrompu de Blaise Compaoré et de conditions de vie de plus en plus difficiles.

Un changement politique urgent

Le 30 avril, l'opposition "légitime" a tenu un meeting à Ouagadougou réclamant le départ de Compaoré. Mais l'événement majeur de ces dernières semaines, c'est l'apparition publique du PCR. Bien que le parti soit clandestin, il a toujours été très actif et le pouvoir ne s'est d'ailleurs jamais privé de l'accuser d'être derrière toutes les

mobilisations populaires. Ses militants se sont montrés à la pointe des combats populaires, avec une ligne de conduite qui n'a jamais varié : aider les travailleurs et le peuple à s'organiser pour la lutte, prendre en charge leurs revendications sociales et démocratiques, poser la nécessité d'un changement de régime. Son intervention directe et publique sur la scène politique burkinabé est le signe d'une maturation de la crise révolutionnaire. C'est une bonne nouvelle pour les travailleurs et le peuple burkinabé qui sont de plus en plus nombreux à souhaiter que Compaoré "dégage", mais qui veulent aussi et surtout une vraie rupture avec son système néfaste et dangereux. Une bonne nouvelle également pour tous ceux, et nous en sommes, qui savent que seul un pouvoir populaire, démocratique et anti-impérialiste, peut ouvrir une perspective progressiste dans une région déstabilisée par les pillages et les rivalités impérialistes, impérialisme français en tête ! ★

Côte d'Ivoire ●●●

(Suite de la p. 16)

Il est d'autant plus douteux que la vérité éclate que le nouveau président doit compter sur des alliés encombrants. Déjà, fin 2010, les barons du PDCI, le parti historique d'Houphouët-Boigny, n'avaient pas du tout apprécié la nomination de Soro comme premier ministre. Maintenant que la victoire est acquise les ambitions s'expriment ouvertement et la coalition hétéroclite et de circonstance anti-Gbagbo menace

d'éclater. Des chefs de guerre réclament eux aussi leur part du gâteau. L'un d'entre eux, Ibrahim Coulibaly, qui a joué un rôle important dans l'investissement de la ville d'Abidjan, a voulu que ses mérites soient pris en compte. Ouattara l'a fait tout simplement liquider par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) au prétexte qu'il risquait de faire de l'ombre au président. Une manière bien peu démocratique

de régler les contradictions au sein de son propre camp ! Rien dans le passé comme dans le présent ne permet aux travailleurs et au peuple ivoirien de penser qu'Allassane Ouattara peut et veut édifier un pays libre et prospère. Il est et restera le serviteur et le débiteur consentant des forces qui l'ont placé au pouvoir, de la Françafrique et des puissances impérialistes "qui l'ont fait roi". ★

Afrique : La liste des élections truquées s'allonge

En intervenant militairement pour imposer leur candidat en Côte d'Ivoire, la France, les Etats-Unis, l'ONU... ont prétendu vouloir en faire un exemple pour que soit respecté un "scrutin populaire" et donner un avertissement aux candidats putschistes, à tous les Gbagbo qui refuseraient de se plier à la "vérité sortie des urnes".

En 2011, sur le continent africain, ne se tiennent pas moins d'une vingtaine d'élections dont 18 scrutins présidentiels. Voyons de plus près comment les pays impérialistes appliquent ces principes depuis la proclamation des résultats en RCI début décembre 2010 :

- Janvier 2011 : le général F. Bozizé a été réélu président de la République Centrafricaine avec 66 % des voix. Les observateurs de l'UE ont dénoncé les "multiples carences", les "dysfonctionnements" et les "irrégularités". Malgré tout, le Quai d'Orsay s'est fendu d'un message de félicitations.

- Février 2011 : aux élections législatives tcha-

diennes, le parti du Président Déby a remporté 113 des 188 sièges lors d'un vote si "calamiteux" que le rapport des observateurs européens n'a pas été publié "pour ne pas parasiter l'élection présidentielle du 25 avril". Cela n'a pas empêché Catherine Ashton, ministre européenne des affaires étrangères de "se féliciter du bon déroulement des élections et du climat apaisé et serein qui a marqué la campagne électorale et le scrutin". Quant aux présidentielles, boycottées par l'opposition, on sait déjà que le putschiste Déby sera réélu pour la 4e fois.

- Mars 2011 : au Bénin notre journal s'est fait l'écho des élections truquées qui ont permis la réélection de Boni Yayi. Si le Parti Communiste du Bénin, tous les partis d'opposition, les associations démocratiques, les syndicats ont appelé à la riposte populaire, la France et l'Europe prêchent le calme et le respect du scrutin. Et la liste risque fort de s'allonger... mais elle peut aussi être interrompue par les mobilisations populaires !

Burkina Faso

Le mouvement populaire et révolutionnaire se renforce

Le gouvernement a été dissous et l'Assemblée nationale, qui a reçu la visite des militaires, a dû suspendre ses activités et observe depuis lors dans le silence les graves événements qui se déroulent dans le pays. L'armée, tout comme les autres forces de sécurité (CRS, Police), est en déconfiture avec des mutineries à répétition, des chefs militaires pourchassés par les soldats, des mutins qui tirent dans les rues, organisent des pillages et des actes de vandalisme et obtiennent rapidement satisfaction de leurs revendications. La Justice, longtemps malmenée par le pouvoir et décriée par les populations, a engagé des actions fortes qui mobilisent les différents acteurs (magistrats, greffiers, avocats, ...).

Ce tableau, dressé par les organisations syndicales le 1^{er} mai, rend compte de la situation de plus en plus difficile dans laquelle se trouve Blaise Compaoré. L'appareil d'Etat est en pleine déliquescence, et le président a de plus en plus de mal à en contrôler ses principaux leviers que sont la justice, la police et l'armée.

Les changements dans la haute hiérarchie, après les premières mutineries de soldats qui attendent leur solde et une amélioration de leurs conditions de vie, n'ont pas calmé les hommes de troupe. A la mi-avril, la rébellion s'est étendue au sein même de la garde présidentielle et le chef de l'Etat a même dû fuir Ouagadougou pendant plu-

sieurs heures pour se réfugier dans son village natal.

Des reculs qui ne suffiront pas

Après les gigantesques manifestations du 8 avril, à l'appel de la Coalition contre la vie chère, le chef l'Etat a révoqué son premier ministre Tertius Zongo. Luc-Adolphe Tiao, son remplaçant, nommé le 18 avril, est un spécialiste des techniques de l'information, mais cela ne suffira pas à faire baisser la fièvre sociale. C'est ce qu'ont permis de vérifier les mobilisations du premier mai : grand meeting à la Bourse du travail de Ouagadougou et importantes manifestations dans d'autres villes, comme Bobo-Dioulasso. Quelques jours avant, le pouvoir avait pourtant annoncé d'importantes concessions sur la plate-forme revendicative des syndicats et de la Coalition contre la vie chère.

Parmi les mesures annoncées par le nouveau premier ministre :

Une subvention de l'Etat à certains produits de première nécessité, la suspension de la très contestée "taxe de développement communal", une baisse des impôts, le paiement des arriérés de salaires des fonctionnaires, la suspension de la nouvelle tarification des actes des professionnels de la santé, la suspension des pénalités de retard de paiement sur ●●●(Suite p. 15)



La présence des banderoles du PCR.V dans les manifestations du 8 avril, n'est pas passée inaperçue dans la presse burkinabé.

Voici ce qu'on pouvait lire dans l'édition du 16 avril 2011 du journal *l'Evénement* :

"Pour la première fois, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCR.V) fait une apparition publique. Le parti clandestin, connu pour ses déclarations, fait cette fois un affichage public à travers des banderoles prôchant "Pour un gouvernement révolutionnaire provisoire" dans l'attente de l'avènement d'une "République Démocratique Moderne". Le PCR.V est donc enfin sorti du bois. Peut-être que le grand soir n'est plus loin. Ces pancartes et banderoles ont attiré l'attention de nombreux manifestants qui voient dans cette sortie du PCR.V certainement une nouvelle tactique de lutte pour le renversement du pouvoir qu'il prône depuis sa naissance en 1978. Dans sa déclaration distribuée sur place, le PCR.V indique clairement que la révolte en cours au Burkina est "un mouvement populaire révolutionnaire profond et vaste qui traduit un approfondissement de la crise révolutionnaire qui secoue notre pays..." Les jeunes qui tenaient ces pancartes n'hésitaient pas d'ailleurs à les brandir à visage découvert devant les caméramans et les nombreux photographes curieux d'immortaliser l'événement." Source : http://www.evenement-bf.net/pages/societe_207.htm

Côte d'Ivoire

Alassane Ouattara : qui t'a fait roi ?

Alassane Ouattara, avec la contribution décisive de l'armée française, est sorti vainqueur de la guerre civile réactionnaire qui a mis la Côte d'Ivoire à feu et à sang pendant 5 mois. La population civile, qui a payé un énorme tribut aux exactions des soldats et des partisans des deux camps, a salué la fin des combats avec soulagement mais sans illusion. Le nouveau président a beau multiplier les appels à la réconciliation nationale, condamner les actes de vengeance et promettre la création d'une commission vérité, justice et paix, ni son activité passée, ni ses décisions récentes ne permettent de penser qu'il peut instaurer une paix véritable et garantir un avenir de dignité, de liberté et de progrès social aux travailleurs et au peuple ivoirien.

Il lui faudra traîner comme un boulet la manière dont il est parvenu à la magistrature suprême. Malgré les men-

songes proférés à satiété par les responsables français et repris en boucle par la plupart des médias nationaux, personne n'est dupe, surtout en Afrique. Il est et restera un président mal élu au terme d'un scrutin truqué et imposé par l'armée française avec la bénédiction des principales puissances impérialistes. En cela, il rejoint la sinistre cohorte des dirigeants africains élus et réélus sous influence, les Bongo, Déby, Compaoré et autres Bozizé, fidèles serviteurs des monopoles et de la Françafrique.

Celui qui se présente comme un grand démocrate et un ardent progressiste a déjà fait ses preuves d'homme d'Etat au service de l'oligarchie. L'ancien haut fonctionnaire du FMI a occupé la fonction de premier ministre à la fin du règne d'Houphouët-Boigny. Il a pu mettre en application les plans d'ajustement structurel dont il est un des co-inventeurs. Résultats : baisse du

nombre et des salaires des fonctionnaires, inflation des prix des produits de première nécessité suite à la dévaluation du Franc CFA, accélération de la vente des services publics aux multinationales avec une mention spéciale pour son ami personnel Martin Bouygues qui obtint la gestion du gaz et de l'eau d'Abidjan. Face à la colère populaire et aux grèves, le Premier ministre avait répondu par les arrestations des opposants et des syndicalistes.

Celui qui se présente aujourd'hui comme le chantre de l'unité nationale n'a pas hésité en 2002 à soutenir le coup d'Etat contre Gbagbo. Ce fut un échec mais il a approuvé l'action de ceux qui ont divisé la Côte d'Ivoire en deux et livré le Nord du pays à des aventuriers autoproclamés chefs de guerre, sans foi ni loi, pillant et rançonnant la population, trafiquant le cacao et le diamant, se livrant au tra-

fic d'armes sous l'œil complaisant de l'impérialisme français qui y trouva un prétexte pour dépêcher sur place la force Licorne. Un de ces chefs de guerre, Guillaume Soro, est devenu aujourd'hui premier ministre.

Les travailleurs et le peuple ivoirien ont donc de solides raisons pour ne pas faire confiance au nouveau président. Il promet un procès équitable et transparent pour l'ex-président Gbagbo. Mais que va-t-on juger ? Va-t-on faire toute la lumière sur le trucage des élections aussi bien dans le Nord du pays que dans le Sud et va-t-on remonter aux responsabilités dans le coup d'Etat de 2002 qui, faut-il le rappeler, est en grande partie responsable de la situation actuelle ? Va-t-on traduire en justice aussi bien les miliciens de Gbagbo que les soudards de Ouattara, tous responsables de massacres de masse ?

●●●(Suite p. 15)